

# T2

## CANACCORD CAPITAL INC.

### PRÉSENTE SES RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2010

RAPPORT DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2010 AUX ACTIONNAIRES

#### TRIMESTRE RENTABLE ET RÉTABLISSEMENT DU DIVIDENDE

(Tous les montants sont en dollars canadiens, sauf indication contraire.)

VANCOUVER, le 5 novembre 2009 – Les produits de Canaccord Capital Inc. pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010 terminé le 30 septembre 2009 se sont établis à 123,7 millions \$, en hausse de 11,6 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, mais en baisse de 10,0 % par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice net pour le deuxième trimestre s'est établi à 6,7 millions \$, en hausse comparativement à une perte nette de 5,4 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, mais en baisse de 26,0 % par rapport au trimestre précédent. Le résultat par action (RPA) dilué pour le T2/10 a été de 0,12 \$, comparativement à une perte par action (nombre dilué) de 0,11 \$ au T2/09 et à un RPA dilué de 0,16 \$ au trimestre précédent. Au sujet des résultats du trimestre, Paul Reynolds, président et chef de la direction, a déclaré : «Après un autre trimestre rentable, nous sommes heureux de rétablir notre dividende afin de partager les bénéfices de notre solide rendement. Dans le cadre de notre évolution constante, nous continuerons, sous notre nouveau nom Financière Canaccord Inc., de donner la priorité à nos clients, de réduire nos coûts et de livrer une valeur supérieure pour tous nos actionnaires.»

#### Comparaison du deuxième trimestre de 2010 avec le deuxième trimestre de 2009

- produits de 123,7 millions \$, en hausse de 11,6 %, ou 12,9 millions \$, par rapport à 110,8 millions \$;
- charges de 115,9 millions \$, en hausse de 0,1 %, ou 0,1 million \$, en regard de 115,8 millions \$;
- bénéfice net de 6,7 millions \$ comparativement à une perte nette de 5,4 millions \$;
- rendement des capitaux propres («RCP») annualisé de 6,9 %, en hausse comparativement à (5,0) %;
- RPA dilué de 0,12 \$ comparativement à une perte par action (nombre dilué) de 0,11 \$.

#### Comparaison du deuxième trimestre de 2010 avec le premier trimestre de 2010

- produits de 123,7 millions \$, en baisse de 10,0 %, ou 13,8 millions \$, par rapport à 137,5 millions \$;
- charges de 115,9 millions \$, en baisse de 4,6 %, ou 5,6 millions \$, contre 121,5 millions \$;
- bénéfice net de 6,7 millions \$ comparativement à un bénéfice net de 9,1 millions \$;
- RCP annualisé de 6,9 %, en baisse comparativement à 9,7 %;
- RPA dilué de 0,12 \$ comparativement à un RPA dilué de 0,16 \$ au premier trimestre de 2010.

#### Comparaison du premier semestre de l'exercice 2010 (six mois terminés le 30 septembre 2009) avec le premier semestre de l'exercice 2009 (six mois terminés le 30 septembre 2008)

- produits de 261,2 millions \$, en baisse de 7,9 %, ou 22,3 millions \$, par rapport à 283,5 millions \$;
- charges de 237,4 millions \$, en baisse de 10,4 %, ou 27,6 millions \$, contre 265,0 millions \$;
- bénéfice net de 15,9 millions \$ comparativement à un bénéfice net de 11,1 millions \$;
- RCP annualisé de 8,3 %, en hausse par rapport à 5,3 %;
- RPA dilué de 0,28 \$ comparativement à un RPA dilué de 0,21 \$ au premier semestre de 2009.

NOTE : Le changement de nom de Canaccord Capital Inc. pour celui de Financière Canaccord Inc. prendra effet le 1<sup>er</sup> décembre 2009.

#### TABLE DES MATIÈRES

Canaccord Capital Inc. présente ses résultats du deuxième trimestre	1	Bilans consolidés intermédiaires	20	États de la variation des capitaux propres consolidés intermédiaires	22
Message aux actionnaires	3	États des résultats consolidés intermédiaires	21	États des flux de trésorerie consolidés intermédiaires	23
Rapport de gestion	5	États du résultat étendu consolidés intermédiaires	22	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires	24

## Situation financière à la fin du deuxième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2009

- Solde de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 709,5 millions \$, en hausse de 188,2 millions \$ contre 521,3 millions \$.
- Fonds de roulement de 307,2 millions \$, en baisse de 1,2 million \$ en regard de 308,4 millions \$.
- Total des capitaux propres de 388,2 millions \$, en baisse de 26,1 millions \$ contre 414,3 millions \$.
- Valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué) de 6,78 \$ à la fin de la période, en baisse de 5,2 %, ou 0,37 \$, contre 7,15 \$.
- Le 4 novembre 2009, le conseil d'administration a examiné la politique relative aux dividendes et a approuvé un dividende trimestriel de 0,05 \$ par action, payable le 10 décembre 2009 (date de clôture des registres : le 20 novembre 2009). Le rétablissement du dividende trimestriel est une indication de la confiance du conseil d'administration à l'égard de l'environnement d'affaires de Canaccord, qui s'est amélioré.

## Faits saillants de l'exploitation :

- Canaccord Adams a dirigé ou codirigé 33 opérations à l'échelle internationale qui ont permis de mobiliser un produit total de 735,6 millions \$<sup>1</sup> au cours du T2/10.
- Canaccord Adams a participé à un total de 77 opérations à l'échelle internationale, mobilisant un produit total de 9,1 milliards \$<sup>1</sup> au cours du T2/10.
- Au cours du T2/10, Canaccord Adams a dirigé ou codirigé les opérations de placement suivantes :
  - une opération de 336,0 millions \$ US pour Green Mountain Coffee Roasters Inc. sur le NASDAQ
  - une opération de 125,1 millions \$ CA pour Aura Minerals à la Bourse de Toronto
  - une opération de 105,0 millions \$ CA pour Bayou Bend Petroleum Ltd. à la Bourse de croissance TSX
  - une opération de 86,3 millions \$ US pour Orexigen Therapeutics, Inc. sur le NASDAQ
  - une opération de 84,5 millions \$ US pour Horsehead Holding Corp. sur le NASDAQ
  - une opération de 35,0 millions £ pour Xchanging Plc. sur la Bourse de Londres (LSE)
- Canaccord a continué de se classer au premier rang au Canada pour ce qui est de la part de marché de négociation de blocs de titres à la Bourse de croissance TSX, qui a été de 15,4 % au T2/10, en hausse par rapport à 6,5 % au T2/09<sup>2</sup>.
- Canaccord Adams a réalisé quatre opérations de placement privé d'actions («PPA») aux États-Unis qui lui ont permis de mobiliser un produit de 202,4 millions \$ US au T2/10<sup>3</sup>.
- Actifs sous administration de 11,4 milliards \$, en baisse de 1,7 % par rapport à 11,6 milliards \$ à la fin du T2/09, et en hausse de 10,1 % par rapport à 10,3 milliards \$ à la fin du T1/10.
- Actifs sous gestion de 453 millions \$, en baisse de 25,6 % par rapport à 609 millions \$ à la fin du T2/09, et en hausse de 2,3 % par rapport à 443 millions \$ à la fin du T1/10.
- À la fin du T2/10 (30 septembre 2009), Canaccord comptait 334 équipes de conseillers<sup>4</sup>, en baisse de sept équipes par rapport à 341 au 30 septembre 2008, et en baisse d'une équipe par rapport à 335 au 30 juin 2009. La diminution est principalement attribuable à la révision stratégique de notre division Gestion du patrimoine.
- Le 23 septembre 2009, Canaccord Adams Limited (filiale de Canaccord au Royaume-Uni) a annoncé l'acquisition d'Intelli Partners Limited et de sa filiale en propriété exclusive, Intelli Corporate Finance Limited – société de courtage et de conseil aux entreprises tournée vers les sociétés de placement et le secteur de la gestion d'actifs. Par suite de cette acquisition, qui a été conclue le 1<sup>er</sup> octobre, Canaccord Adams a maintenant un bureau à Édimbourg, en Écosse.
- Le 29 septembre 2009, Canaccord Capital Inc. a annoncé que le conseil d'administration de la Société a approuvé le changement de son nom pour celui de Financière Canaccord Inc., qui prendra effet le 1<sup>er</sup> décembre 2009. Ce nouveau nom reflète mieux l'ampleur et la diversité des activités de Canaccord et positionne notre marque en vue de notre croissance future.

## Événements survenus après le 30 septembre 2009

- Le 2 octobre 2009, Canaccord a annoncé que la division Services aux particuliers changeait de nom pour celui de Gestion du patrimoine Canaccord. Ce nouveau nom reflète mieux la portée et l'orientation des produits que Canaccord offre aux particuliers.
- Gestion du patrimoine Canaccord se réjouit de l'ouverture de trois nouvelles succursales menant leurs activités selon le modèle de gestion de patrimoine indépendante<sup>5</sup> : Gatineau (Québec), Eglinton (Toronto), Ontario et une deuxième succursale à Prince George, Colombie-Britannique. D'autres succursales sont en voie de se joindre à Gestion du patrimoine Canaccord et fonctionneront aussi selon ce modèle.

1) Source : FP Infomart et données de la Société.

2) Source : Canada Equity. Part de marché par volume de négociation.

3) Source : Placement Tracker.

4) Les équipes de conseillers comprennent généralement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints, qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

5) Gestion de patrimoine indépendante est un secteur stratégiquement complémentaire de la division Gestion du patrimoine Canaccord, qui permet aux conseillers d'agir comme mandataires de Canaccord, tout en dirigeant leur bureau de façon indépendante.

# MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Je suis heureux d'annoncer un autre trimestre rentable pour Canaccord. Nous avons atteint ces bons résultats en dépit du ralentissement de l'activité du marché durant l'été, et avons terminé le deuxième trimestre de l'exercice 2010 avec un momentum favorable dans nos deux secteurs d'activité. Notre confiance dans la vigueur financière de Canaccord, même dans des conditions de marché difficiles, a encouragé le conseil d'administration à rétablir le dividende trimestriel de la Société à 0,05 \$ l'action pour les actionnaires inscrits le 4 novembre 2009. Nous avons suspendu le dividende à l'exercice précédent afin de protéger le capital de Canaccord, et nous sommes heureux de partager à nouveau les bénéfices de notre rendement avec les actionnaires.

## APERÇU FINANCIER

Les produits pour le trimestre terminé le 30 septembre 2009 se sont établis à 124 millions \$, en hausse de 11,6 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2009. Grâce à des compressions de coûts continues, nos charges sont demeurées inchangées à 116 millions \$. Signalons, cependant, une importante augmentation de la rémunération au rendement en pourcentage des produits par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est en grande partie imputable à une baisse substantielle des intérêts créditeurs par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2009, qui a effectivement augmenté le montant proportionnel des produits qui constitue la base de la rémunération au rendement.

Le bénéfice net pour le trimestre a été de 6,7 millions \$ comparativement à une perte nette de 5,4 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat dilué par action a été de 0,12 \$ pour le trimestre, un revirement par rapport à la perte nette de 0,11 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Notre rendement des capitaux propres annualisé de 6,9 % pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010 demeure bien en deçà de notre objectif de 20 % pour le présent cycle conjoncturel, mais c'est tout de même une grande amélioration par rapport au rendement négatif de 5 % enregistré au même trimestre de l'exercice précédent.

Dans les résultats du présent trimestre, nous améliorons la transparence des informations financières additionnelles de Canaccord en présentant de l'information sur l'incidence des coûts imputés sur les bénéfices de chaque division. La communication de cette information vise à donner une vision plus globale de notre rendement d'exploitation à tous les employés et actionnaires de Canaccord. Cette mesure a eu pour résultat que les activités de notre secteur Marchés des capitaux ont été rentables au deuxième trimestre tandis que celles du secteur Gestion du patrimoine n'ont pas été rentables après les imputations de coûts intersectorielles du secteur Non sectoriel et autres.

## CANACCORD ADAMS

Nos équipes responsables des marchés des capitaux et des activités de négociation ont conjugué leurs efforts pour livrer de solides résultats pour le trimestre terminé le 30 septembre 2009. Canaccord Adams a affiché des produits totalisant 78,5 millions \$, un gain de 34,5 % par rapport au résultat enregistré un an plus tôt. Après les imputations de coûts intersectorielles du secteur Non sectoriel et autres, le bénéfice de Canaccord Adams s'est établi à 12,3 millions \$ pour le deuxième trimestre, en hausse de 17,1 millions \$ par rapport à la perte enregistrée au même trimestre de l'exercice précédent.

Au Canada, Canaccord Adams a affiché un solide trimestre en dépit de la baisse saisonnière de l'activité des marchés. Nos équipes ont dirigé ou codirigé 33 opérations à l'échelle mondiale qui ont permis de mobiliser un produit total de 736 millions \$ pour nos clients. Parmi les faits saillants présentés à la page 2 du présent rapport, trois opérations de placement sont dignes de mention : 125 millions \$ CA pour Aura Minerals sur la TSX; 105 millions \$ CA pour Bayou Bend Petroleum sur la Bourse de croissance TSX; et 86 millions \$ US pour Oregigen Therapeutics sur le NASDAQ. De plus, plusieurs opérations importantes ont été conclues juste après la fin du trimestre et de nombreuses autres sont en cours, ce qui laisse à penser que la résurgence du momentum que nous avons connu en septembre se poursuivra pendant le reste de l'année civile.

Les marchés européens ne se sont pas remis avec la même énergie que les marchés d'Amérique du Nord, ce qui s'est traduit par un trimestre bien au ralenti et non rentable pour les activités de Canaccord Adams au Royaume-Uni. Le nouveau président de la division, Giles Fitzpatrick, continue de mettre l'accent sur le renouvellement de nos activités de vente, de négociation et de recherche à Londres, ce qui devrait améliorer la vigueur de nos activités bancaires grâce à une meilleure distribution mondiale. Au cours du trimestre, nous avons travaillé au projet d'acquisition d'Intelli Partners Limited, une équipe de professionnels établis à Londres et à Édimbourg, reconnus pour leur solide connaissance des sociétés de placement et du secteur de la gestion d'actifs. L'acquisition a été conclue le 1<sup>er</sup> octobre et nous prévoyons que les connaissances du groupe viendront compléter les solides compétences de Canaccord Adams dans les activités de négociation et de tenue de marché dans ce secteur sous la direction d'Angelo Sofocleous. De plus, cette acquisition procure une plateforme qui favorisera la croissance dans le marché écossais important sur le plan stratégique.

Canaccord Adams a connu un excellent trimestre aux États-Unis, ses volumes d'affaires ayant fait une solide remontée pendant une grande partie de la période. Par conséquent, la division a connu son meilleur rendement trimestriel depuis sa création, ses produits d'exploitation dépassant de près de 70 % ceux de l'exercice précédent. Canaccord Adams a été le principal conseiller relativement à un important accord de coentreprise entre Metagenics et Altico, deux chefs de file du secteur des aliments médicaux et des suppléments alimentaires de marque. Nous avons également codirigé une opération de placement de 336 millions \$ US pour le compte de Green Mountain Coffee. Ces deux mandats reflètent bien la diversification croissante de nos activités au-delà des secteurs dans lesquels Canaccord œuvre traditionnellement, ainsi que la vigueur de nos relations et notre savoir-faire sur le marché américain. Ces opérations ainsi que d'autres dont il est question dans les faits saillants trimestriels ont représenté un apport substantiel au bénéfice de Canaccord Adams pour le trimestre.

#### **GESTION DU PATRIMOINE CANACCORD**

Nous sommes résolus à faire en sorte que Gestion du patrimoine Canaccord devienne une division qui, année après année, crée de la valeur et soit rentable pour la famille Canaccord, ce qui n'est pas encore le cas, il faut bien le dire. Les produits pour le trimestre terminé le 30 septembre ont totalisé 40,1 millions \$, en baisse de 3,7 millions \$, ou 8,5 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Après les imputations de coûts intersectorielles du secteur Non sectoriel et autres, la perte de Gestion du patrimoine Canaccord pour le trimestre s'est établie à 3,3 millions \$.

Nous continuons d'investir dans notre stratégie d'amélioration de la qualité à Gestion du patrimoine Canaccord. John Rothwell et son équipe ont récemment lancé un plan de croissance à plusieurs volets afin d'assurer que Canaccord puisse répondre aux besoins grandissants du nombre accru d'investisseurs canadiens. Le récent changement de nom de la division pour celui de Gestion du patrimoine Canaccord communique mieux notre détermination à fournir aux investisseurs les outils et conseils dont ils ont besoin pour gérer les divers aspects de leur patrimoine.

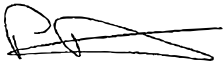
La nouvelle plateforme *Complets Canaccord* témoigne de notre engagement à offrir à nos clients et à nos conseillers en placement des produits et solutions de placement sur mesure qui les aident à atteindre leurs objectifs en matière de création, de gestion et de transfert de richesse. Tout en améliorant notre savoir-faire interne en gestion de patrimoine, nous veillons également à ce que les conseillers en placement puissent parfaire leurs connaissances à l'Université Canaccord grâce à des programmes dans des secteurs comme la gestion des pratiques, la connaissance des produits et les outils et technologies.

Bien que les actifs sous administration (ASA) aient légèrement reculé par rapport à l'exercice précédent, ils ont progressé de 10 % pour s'établir à 11,4 milliards \$ en regard du premier trimestre de l'exercice en cours. C'est une bonne amélioration, mais encore en deçà de ce que nous devons atteindre pour assurer la rentabilité de la division. Nous avons réussi à recruter 32 équipes de conseillers en placement au cours des dix derniers mois, et nous nous affairons à la transition de leurs actifs clients. Nous cherchons activement à recruter des conseillers en placement pour notre plateforme classique tous services et pour la nouvelle plateforme de gestion du patrimoine indépendante annoncée au trimestre précédent. Après la fin du trimestre, nous avons accueilli les trois premières succursales fonctionnant selon le modèle de gestion du patrimoine indépendante : Gatineau, Québec; Toronto (Eglinton), Ontario; et une deuxième succursale à Prince George, Colombie-Britannique.

#### **NOTRE VISION D'AVENIR**

À la fin du trimestre, le conseil d'administration a approuvé un nouveau nom pour notre Société, soit Canaccord Financière Inc. Ce nouveau nom reflète mieux l'ampleur de nos activités, maintenant et dans l'avenir, et constitue une étape importante dans l'évolution continue de l'entreprise. L'évolution est un principe fondamental à Canaccord. Toutes les initiatives qui ont cours actuellement – notre part de marché grandissante aux États-Unis, l'expansion de notre plateforme au Royaume-Uni, le réalignement stratégique de nos activités de gestion de patrimoine, notre souci constant de réduire les coûts – témoignent de la détermination de Canaccord à évoluer pour pouvoir répondre aux besoins de nos clients et combler les attentes de nos actionnaires. Nous sommes optimistes face à ces changements et quant à la capacité de Canaccord de s'imposer comme un concurrent solide dans chacun des marchés et secteurs qu'elle sert. Et nous sommes reconnaissants envers les hommes et les femmes dévoués de Canaccord qui seront les véritables maîtres d'œuvre de cette évolution. C'est grâce à leurs efforts soutenus que nous pourrons maintenir les gains bien réels que nous commençons à voir.

*Le président et chef de la direction*



**PAUL D. REYNOLDS**

# RAPPORT DE GESTION

Deuxième trimestre de l'exercice 2010, périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2009 – document daté du 5 novembre 2009

Le rapport de gestion suivant de Canaccord Capital Inc. (Canaccord) vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans notre situation financière et les résultats d'exploitation des périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2009 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Dans l'analyse qui suit, les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2009 sont aussi désignées par les termes «deuxième trimestre de l'exercice 2010», «T2/10» et «premier semestre de l'exercice 2010». Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2009, qui commencent à la page 20 du présent rapport, la notice annuelle datée du 26 mai 2009 et le rapport de gestion annuel de 2009, y compris les états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 31 mars 2009 («états financiers consolidés annuels vérifiés»), qui se trouvent dans le rapport annuel de Canaccord daté du 20 mai 2009 («rapport annuel»), déposé dans SEDAR le 26 mai 2009. Aucune modification importante n'a été apportée à l'information qui figure dans le rapport de gestion annuel pour l'exercice 2009, sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion. L'information financière de Canaccord est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. L'information financière présentée dans le présent document est préparée selon les principes comptables généralement reconnus («PCGR») du Canada, à moins d'indication contraire. Le présent rapport de gestion est fondé sur les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les états financiers consolidés annuels vérifiés préparés selon les PCGR du Canada.

## MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document contient certains énoncés prospectifs. Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes ou les croyances de la direction à l'égard des événements futurs, dont la situation des affaires et la conjoncture économique, et de la croissance, des résultats d'exploitation, du rendement et des perspectives et possibilités d'affaires de Canaccord. Ces énoncés prospectifs reflètent les croyances actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que «peut», «sera», «devrait», «prévoir», «projeter», «anticiper», «croire», «estimer», «prédire», «éventuel», «continuer», «cible», «avoir l'intention de», «entendre» ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Par nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'ils évaluent ces énoncés, les lecteurs devraient expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés intermédiaires et annuels de Canaccord et dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés dans [sedar.com](http://sedar.com). Ces énoncés prospectifs sont faits en date du présent document, et Canaccord ne s'engage pas à les mettre à jour ou à les réviser pour tenir compte de nouveaux événements ou de nouvelles circonstances.

## MESURES NON CONFORMES AUX PCGR

Certaines mesures non conformes aux PCGR sont utilisées par Canaccord comme mesures du rendement financier. Les mesures non conformes aux PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Parmi les mesures non conformes aux PCGR, mentionnons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires («RCP»), les actifs sous administration («ASA»), les actifs sous gestion («ASG»), les charges en pourcentage des produits et la valeur comptable par action diluée.

Le capital de Canaccord est représenté par les capitaux propres attribuables aux actionnaires et, par conséquent, la direction se sert du RCP comme mesure du rendement.

Les ASA et les ASG représentent des mesures des biens des clients non conformes aux PCGR, qui sont communes aux aspects de la gestion du patrimoine du secteur des services aux particuliers. Les ASA représentent la valeur marchande des biens du client qui sont administrés par Canaccord et dont elle tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients de même que la valeur marchande globale de positions acheteurs et vendeurs sur titres. La méthode qu'emploie Canaccord pour calculer les ASA peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celle d'autres sociétés. La direction utilise cette mesure pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion du patrimoine. Les ASG comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes appelés *Programme de conseils en placement CC et Compte géré CC*<sup>1</sup>. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. Les ASG sont également administrés par Canaccord et sont inclus dans les ASA.

## VUE D'ENSEMBLE DE NOS ACTIVITÉS

Par l'entremise de ses principales filiales, Canaccord Capital Inc. (TSX et AIM : CCI), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et aux États-Unis. Canaccord est cotée à la Bourse de Toronto («TSX») et à l'AIM, branche de la Bourse de Londres («LSE»). La Société exerce ses activités dans les deux principaux segments du secteur des valeurs mobilières : les marchés des capitaux et la gestion du patrimoine. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits bancaires complémentaires, dont des services de financement de sociétés, des produits de placement et des services de courtage aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de Canaccord.

Les activités de Canaccord sont cycliques, et les produits et le bénéfice connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Nos activités sont touchées par la situation générale sur les marchés des actions nord-américains et européens, y compris les variations saisonnières.

1) Connus auparavant sous les noms de Programme Alliance et Gestion privée des placements.

## Environnement d'affaires

Le repli des profits lié au prix des marchandises et aux cours des actions mondiales vers la fin juin – début juillet a été largement compensé par de nombreux gains positifs et une reprise de la faiblesse du dollar américain. Une relation très forte s'est développée tout au long du trimestre, puisqu'un dollar américain faible équivaut, pour les négociateurs dynamiques, à des prix des marchandises et des cours des actions plus élevés.

Les dépenses de consommation, notamment aux États-Unis, sont demeurées une préoccupation constante, la situation de l'emploi n'ayant affiché qu'une légère amélioration. En septembre, les sociétés ont pu mobiliser des capitaux record sous forme de titres de créances à des taux d'intérêt très faibles, ce qui a entraîné une reprise des activités de fusions et acquisitions. Pour de nombreuses sociétés américaines, les bénéfices ont tiré parti des coupures de postes massives et des gains de change, même si le vrai défi était la croissance des revenus.

L'avance de nombreux marchés et la faiblesse soutenue des taux d'intérêt sont le résultat des liquidités massives injectées par les banques centrales et les gouvernements. La tolérance au risque s'est accrue et les marchés du crédit sont presque revenus à la normale. Lorsque de nouvelles informations ont été publiées sur l'économie américaine, les investisseurs et les médias ont entrevu des résultats plus positifs pour l'avenir. L'opinion générale était que le pire était passé pour l'économie et les marchés. À la mi-août, les marchés avaient tellement progressé que bon nombre d'entre eux ont connu un recul.

Les économies de nombreux pays émergents se sont rétablies au cours du trimestre et dans le cas de la Chine, la croissance a repris de plus belle. À la fin du trimestre, de nombreux investisseurs institutionnels ont connu des rendements inférieurs et ont maintenu des positions trop faibles dans les actions. Cela prépare la voie à un dernier trimestre des plus intéressants pour 2009.

### Données sur le marché

Au cours du T2/10, la Bourse de Toronto, la Bourse de croissance TSX et l'AIM ont tous enregistré des gains des volumes de négociation, mais sur le NASDAQ, ces volumes ont chuté de 24,1 %. Par rapport au trimestre précédent, la Bourse de croissance TSX et l'AIM ont enregistré une hausse des volumes de négociation, tandis que la Bourse de Toronto et le NASDAQ ont enregistré une baisse.

Les valeurs de financement ont considérablement augmenté sur la Bourse de Toronto et la Bourse de croissance TSX, et le NASDAQ, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit des augmentations respectivement de 268,5 % et 240,0 %. Par rapport au trimestre précédent, les valeurs de financement sur la Bourse de Toronto et la Bourse de croissance TSX ont augmenté de 37,2 %, tandis que sur le NASDAQ, elles ont augmenté de 70 %. L'AIM a également connu une augmentation des activités de financement par rapport au trimestre précédent et par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

### Volumes de négociation par Bourse (en milliards d'actions)

	Juillet 2009	Août 2009	Septembre 2009	T2/10	Variation par rapport au T2/09	Variation par rapport au T1/10
Bourse de Toronto	8,7	8,6	11,0	28,3	10,1 %	(14,5)%
Bourse de croissance TSX	3,2	3,9	5,3	12,4	55,0 %	11,7 %
AIM	13,9	17,5	28,4	59,8	100,7 %	8,1 %
NASDAQ	15,2	13,5	15,1	43,8	(24,1)%	(9,7)%

Source : Statistiques de la Bourse de Toronto, statistiques de LSE AIM, Thomson One

### Valeur totale du financement par Bourse

	Juillet 2009	Août 2009	Septembre 2009	T2/10	Variation par rapport au T2/09	Variation par rapport au T1/10
Bourse de Toronto et						
Bourse de croissance TSX (en milliards \$ CA)	5,5	3,0	11,4	19,9	268,5 %	37,2 %
AIM (en milliards £)	0,9	0,2	0,4	1,5	66,7 %	36,4 %
NASDAQ (en milliards \$ US)	2,9	5,9	11,6	20,4	240,0 %	70,0 %

Source : Statistiques de la Bourse de Toronto, statistiques de LSE AIM, Equidesk

### Valeur du financement dans les secteurs d'activité pertinents sur l'AIM

(en millions £, sauf les pourcentages)	Juillet 2009	Août 2009	Septembre 2009	T2/10	Variation par rapport au T2/09	Variation par rapport au T1/10
Pétrole et gaz	121,9 £	54,1 £	149,7 £	325,7 £	21,3 %	15,9 %
Mines	105,1	20,1	82,9	208,1	149,2 %	75,6 %
Pharmacologie et biotechnologie	23,0	6,9	0,9	30,8	104,0 %	(52,3)%
Médias	35,4	14,1	3,2	52,7	négl.	126,2 %
Technologie	15,3	18,4	4,2	37,9	3,6 %	(34,3)%
<b>Total pour les secteurs pertinents</b>	<b>300,7 £</b>	<b>113,6 £</b>	<b>240,9 £</b>	<b>655,2 £</b>	<b>61,5 %</b>	<b>20,2 %</b>

Source : Statistiques de LSE AIM

négl. : négligeable

### Valeur du financement dans les secteurs d'activité pertinents sur la Bourse de Toronto et la Bourse de croissance TSX

(en millions \$, sauf les pourcentages)	Juillet 2009	Août 2009	Septembre 2009	T2/10	Variation par rapport au T2/09	Variation par rapport au T1/10
Pétrole et gaz	948,5 \$	558,3 \$	762,9 \$	2 269,7 \$	115,1 %	(0,8)%
Mines	363,1	267,1	5 816,5	6 446,7	négl.	négl.
Biotechnologie	4,1	—	—	4,1	(89,5)%	100,0 %
Médias	—	57,5	—	57,5	100,0 %	100,0 %
Technologie	20,2	2,9	6,8	29,9	70,9 %	(28,6)%
<b>Total pour les secteurs pertinents</b>	<b>1 335,9 \$</b>	<b>885,8 \$</b>	<b>6 586,2 \$</b>	<b>8 807,9 \$</b>	<b>négl.</b>	<b>72,1 %</b>

Source : FPinfomart

négl. : négligeable

**FINANCIÈRE CANACCORD INC.****Notre société évolue**

Le 29 septembre 2009, nous avons annoncé le changement de nom de Canaccord Capital Inc. À compter du 1<sup>er</sup> décembre 2009, notre société s'appellera Financière Canaccord Inc. et sera cotée en Bourse sous le symbole CF à la Bourse de Toronto et CF. à l'AIM.

Par l'entremise de ses principales filiales, Canaccord Capital Inc. (CCI) est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendant et de premier plan, qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux mondiaux. Depuis l'établissement de ses activités en 1950, Canaccord est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Canaccord exploite 32 bureaux à l'échelle mondiale, dont 24 bureaux de Gestion du patrimoine d'un bout à l'autre du Canada. Canaccord Adams, la division internationale des marchés des capitaux, mène des activités aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Canada et à la Barbade. Canaccord Capital Inc. est cotée à la Bourse de Toronto et à l'AIM, branche de la Bourse de Londres («LSE»).

*Canaccord Adams*

Canaccord Adams offre aux sociétés et aux institutions du marché intermédiaire partout dans le monde une plateforme intégrée pour la recherche sur les actions, les ventes, la négociation et le financement de sociétés, reposant sur des activités d'envergure au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni.

- Les analystes en recherche de Canaccord ont une connaissance approfondie de plus de 600 sociétés dans huit grands secteurs cibles : mines et métaux, énergie, technologie, sciences de la vie, produits de consommation, immobilier, infrastructures et développement durable.
- Notre bureau de vente et de négociation exécute les opérations en temps voulu pour plus de 1 500 clients institutionnels partout dans le monde et fonctionne comme une équipe intégrée.
- Grâce à son effectif de plus de 65 spécialistes en financement de sociétés, Canaccord Adams fait bénéficier ses clients de sa compréhension et de sa connaissance pointue du secteur, de sa vaste expérience des opérations de placement et de ses services-conseils en fusions et acquisitions.
- Nos activités de négociation de titres à revenu fixe au Canada et au Royaume-Uni portent sur un large éventail d'instruments du marché monétaire, de titres de sociétés d'État, de titres démembrés, de titres en euros, de titres à rendement payé en dollars US, d'obligations gouvernementales du Royaume-Uni et de produits structurés, ainsi que d'obligations fédérales, provinciales et municipales.

Les produits de Canaccord Adams sont tirés des commissions et des honoraires gagnés dans le cadre du financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des gains et pertes de négociation provenant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation.

*Gestion du patrimoine Canaccord*

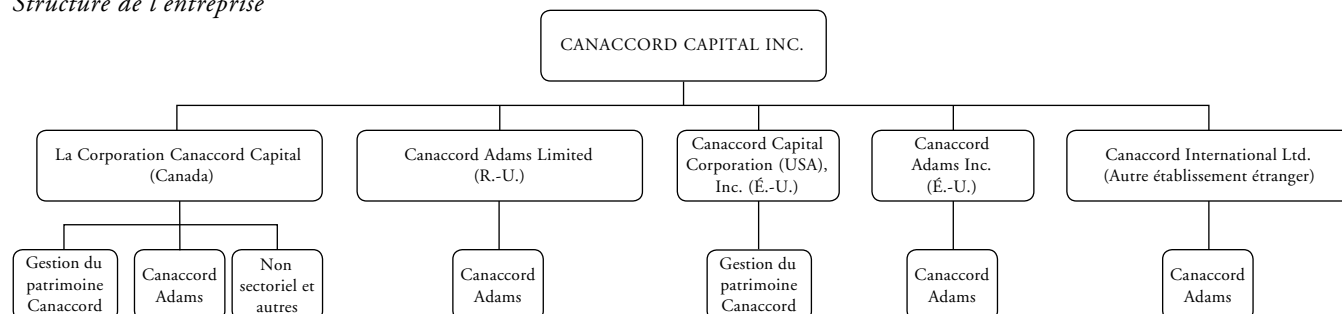
Le 29 septembre 2009, Canaccord a annoncé que sa division Services aux particuliers changeait de nom pour celui de Gestion du patrimoine Canaccord. Dans le cadre de cette initiative, la Société a dévoilé une nouvelle stratégie de produit, soit la solution «Complets Canaccord» qui offre aux clients de Gestion de patrimoine Canaccord une stratégie patrimoniale complète qui tient compte de leurs objectifs de placement particuliers ainsi que de leurs besoins en matière de planification financière, successorale et fiscale. Cette nouvelle offre de solutions financières complètes est un autre exemple de l'engagement soutenu de Canaccord à répondre aux divers besoins de sa vaste clientèle.

Gestion du patrimoine Canaccord a également continué de respecter son engagement d'offrir une formation de qualité supérieure aux conseillers en placement. Une nouvelle plateforme de développement personnel et professionnel, l'Université Canaccord, a été lancée afin de soutenir les initiatives d'acquisition de compétences dans les secteurs des produits, des technologies et outils, et de la gestion des pratiques. Des conseillers à Gestion du patrimoine Canaccord participent à des cours de formation externes et internes afin de se doter continuellement de nouveaux outils pour mieux répondre aux besoins financiers de nos clients. Bon nombre des conseillers en placement de Canaccord ont reçu la formation nécessaire pour l'obtention de titres professionnels liés au secteur, tels que ceux d'analyste financier agréé et de gestionnaire des placements agréé.

Les produits tirés de Gestion du patrimoine Canaccord proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les équipes de conseillers relativement aux opérations de financement de sociétés et aux opérations mettant en jeu du capital de risque de clients de Gestion du patrimoine.

*Non sectoriel et autres*

Ce secteur, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les gains et pertes de change, et les charges qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Adams ou à Gestion du patrimoine Canaccord. Ce secteur comprend également les groupes de services d'exploitation et de soutien de Canaccord,

*Structure de l'entreprise*

qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

## Résultats d'exploitation consolidés

### Sommaire des données du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2010 <sup>1</sup>

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, le nombre d'employés et les pourcentages)	Trois mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Six mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2009	2008		2009	2008	
<b>Canaccord Capital Inc.</b>						
<b>Produits</b>						
Commissions	56 628 \$	60 630 \$	(6,6)%	112 084 \$	132 626 \$	(15,5)%
Financement de sociétés	47 620	34 024	40,0 %	103 506	110 171	(6,0)%
Négociation à titre de contrepartiste	11 589	87	négl.	23 059	5 998	négl.
Intérêts	3 121	11 734	(73,4)%	6 597	24 063	(72,6)%
Divers	4 786	4 354	9,9 %	15 961	10 679	49,5 %
<b>Total des produits</b>	<b>123 744 \$</b>	<b>110 829 \$</b>	<b>11,6 %</b>	<b>261 207 \$</b>	<b>283 537 \$</b>	<b>(7,9)%</b>
<b>Charges</b>						
Rémunération au rendement	63 966	50 977	25,5 %	132 429	133 704	(1,0)%
Charges de personnel	13 983	14 195	(1,5)%	27 785	29 638	(6,3)%
Autres charges indirectes <sup>2</sup>	37 934	50 633	(25,1)%	77 137	101 642	(24,1)%
<b>Total des charges</b>	<b>115 883 \$</b>	<b>115 805 \$</b>	<b>0,1 %</b>	<b>237 351 \$</b>	<b>264 984 \$</b>	<b>(10,4)%</b>
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	7 861	(4 976)	négl.	23 856	18 553	28,6 %
Bénéfice net (perte nette)	6 746	(5 398)	négl.	15 858	11 061	43,4 %
Résultat par action – dilué	0,12	(0,11)	négl.	0,28	0,21	33,3 %
Rendement des capitaux propres moyens attribuable aux actionnaires ordinaires	6,9 %	(5,0)%	11,9 p.p.	8,3 %	5,3 %	3,0 p.p.
Valeur comptable par action à la fin de la période	6,78	7,15	(5,2)%			
Nombre d'employés	1 539	1 688	(8,8)%			

1) Les données sont considérées comme des mesures conformes aux PCGR, sauf le RCP, la valeur comptable par action et le nombre d'employés.

2) Désigne les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.  
p.p. : points de pourcentage  
négl. : négligeable

### Répartition géographique des produits pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010 <sup>1</sup>

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Trois mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Six mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2009	2008		2009	2008	
Canada	79 190 \$	80 775 \$	(2,0)%	167 124 \$	189 673 \$	(11,9)%
Royaume-Uni	13 774	13 096	5,2 %	34 700	46 815	(25,9)%
États-Unis	30 137	18 284	64,8 %	57 316	43 905	30,5 %
Autre établissement étranger	643	(1 326)	(148,5)%	2 067	3 144	(34,3)%
<b>Total</b>	<b>123 744 \$</b>	<b>110 829 \$</b>	<b>11,6 %</b>	<b>261 207 \$</b>	<b>283 537 \$</b>	<b>(7,9)%</b>

1) Pour obtenir une description de la répartition géographique des activités de Canaccord, se reporter à la rubrique intitulée Financière Canaccord Inc. à la page 7.

### Comparaison du deuxième trimestre de 2010 avec le deuxième trimestre de 2009

Sur une base consolidée, les produits sont générés par cinq activités : les commissions et les honoraires liés aux activités de placement pour compte et de gestion du patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et autres. Les produits pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2009 se sont élevés à 123,7 millions \$, une augmentation de 11,6 %, ou 12,9 millions \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010, les produits tirés des commissions ont reculé de 4,0 millions \$ pour s'établir à 56,6 millions \$ par rapport à la même période de l'exercice précédent. Ce recul s'explique par une baisse de 2,5 millions \$ des produits tirés des commissions dans notre secteur Gestion du patrimoine Canaccord et par une diminution de 1,5 million \$ dans notre secteur Canaccord Adams.

Les produits tirés du financement de sociétés se sont établis à 47,6 millions \$, en hausse de 13,6 millions \$, ou 40,0 %, en raison surtout d'une reprise de l'activité sur les marchés des capitaux aux États-Unis. Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste se sont élevés à 11,6 millions \$, en hausse de 11,5 millions \$, surtout en raison de la vigueur des activités de tenue de marché de notre filiale du Royaume-Uni.

Les intérêts créditeurs ont atteint 3,1 millions \$, soit une diminution de 8,6 millions \$, ou 73,4 %, découlant de la réduction du nombre et de la taille des comptes sur marge et de la baisse des taux d'intérêt.

Les produits divers ont été de 4,8 millions \$, une hausse de 0,4 million \$, ou 9,9 %, du fait principalement d'une augmentation des gains de change réalisés pour le trimestre.



Les produits du deuxième trimestre au Canada ont été de 79,2 millions \$, en baisse de 2,0 %, ou 1,6 million \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette variation découle d'une diminution de 3,5 millions \$ des produits du secteur Non sectoriel et autres et de 3,4 millions \$ du secteur Gestion du patrimoine Canaccord, compensée par une hausse de 5,3 millions \$ des produits du secteur des marchés des capitaux canadiens.

Au Royaume-Uni, les produits ont atteint 13,8 millions \$, en hausse de 5,2 %, ou 0,7 million \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les produits tirés des activités de l'Autre établissement étranger se sont établis à 0,6 million \$, une hausse de 2,0 millions \$. Ces hausses sont surtout imputables aux activités de négociation à titre de contrepartiste au cours du trimestre.

Aux États-Unis, les produits se sont chiffrés à 30,1 millions \$, soit 11,9 millions \$, ou 64,8 %, de plus qu'au T2/09. Les produits se sont considérablement améliorés par rapport au T2/09 en raison des tendances favorables sur les marchés boursiers, de changements dans le paysage concurrentiel et de l'activité accrue dans les secteurs des appels publics à l'épargne et des placements privés et des services conseils.

#### *Comparaison du premier semestre de l'exercice 2010 avec le premier semestre de l'exercice 2009*

Les produits pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2009 se sont élevés à 261,2 millions \$, en baisse de 7,9 %, ou 22,3 millions \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les produits tirés des commissions ont reculé de 15,5 % pour s'établir à 112,1 millions \$ par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout des conditions de marché qui ont été beaucoup plus mauvaises au T1/10 qu'au T1/09. Les résultats du T1/09 ont été relativement plus solides, cette période ayant été épargnée de la perturbation survenue sur les marchés vers la fin du T2/09.

Les produits tirés du financement de sociétés ont atteint 103,5 millions \$, soit une baisse de 6,0 % imputable surtout au repli des activités de financement sur les marchés des actions au Canada et au Royaume-Uni et Autre établissement étranger. Cette baisse a été contrebalancée par une augmentation des produits de nos activités aux États-Unis, par comparaison du premier semestre de l'exercice 2010 avec le premier semestre de l'exercice 2009.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste ont augmenté de 17,1 millions \$ par rapport à la même période de l'exercice précédent pour s'établir à 23,1 millions \$. La reprise des activités de négociation à titre de contrepartiste au Royaume-Uni a entraîné la hausse des produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste au cours du premier semestre de 2010. Les intérêts créditeurs se sont établis à 6,6 millions \$, soit une baisse de 72,6 % découlant d'une diminution des intérêts créditeurs provenant des banques et des clients, du fait de taux d'intérêt moins élevés et de comptes sur marge réduits. Les autres produits se sont accrus de 5,3 millions \$ pour s'établir à 16,0 millions \$ au cours du premier semestre de l'exercice 2010 en raison des gains de change.

Depuis le début de l'exercice, les produits au Canada ont été de 167,1 millions \$, une diminution de 11,9 %, ou 22,5 millions \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Pour le premier semestre de l'exercice 2010, les produits du Royaume-Uni ont totalisé 34,7 millions \$, soit un fléchissement de 25,9 %, ou 12,1 millions \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les produits aux États-Unis se sont établis à 57,3 millions \$, en hausse de 30,5 %, ou 13,4 millions \$, en regard du premier semestre de l'exercice 2009. Les produits tirés des activités de l'Autre établissement étranger ont été de 2,1 millions \$ par rapport à 3,1 millions \$ pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2008. La baisse globale des produits depuis le début de l'exercice découle de la détérioration des conditions du marché au T1/10 par rapport au T1/09. Toutefois, les produits tirés des activités aux États-Unis ont considérablement augmenté en raison des améliorations sur les marchés boursiers, de changements dans le paysage concurrentiel et de l'activité accrue dans le secteur des appels publics à l'épargne et des placements privés, ainsi que de la hausse des honoraires de consultation.

#### **Pourcentage des charges par rapport aux produits**

<i>(en points de pourcentage)</i>	<i>Trois mois terminés les 30 septembre</i>		<i>Variation</i>	<i>Six mois terminés les 30 septembre</i>		<i>Variation</i>
	<i>2009</i>	<i>2008</i>	<i>par rapport</i> <i>au trimestre</i> <i>correspondant de</i> <i>l'exercice précédent</i>	<i>2009</i>	<i>2008</i>	<i>par rapport</i> <i>à la période</i> <i>correspondante de</i> <i>l'exercice précédent</i>
Rémunération au rendement	51,7 %	46,0 %	5,7 p.p.	50,7 %	47,2 %	3,5 p.p.
Charges de personnel	11,3 %	12,8 %	(1,5)p.p.	10,6 %	10,4 %	0,2 p.p.
Autres charges indirectes <sup>1</sup>	30,7 %	45,7 %	(15,0)p.p.	29,5 %	35,8 %	(6,3)p.p.
<b>Total</b>	<b>93,7 %</b>	<b>104,5 %</b>	<b>(10,8)p.p.</b>	<b>90,8 %</b>	<b>93,4 %</b>	<b>(2,6)p.p.</b>

1) Désigne les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.  
p.p. : points de pourcentage

#### *Comparaison du deuxième trimestre de 2010 avec le deuxième trimestre de 2009*

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2009, les charges ont été de 115,9 millions \$, en hausse de 0,1 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent.

La charge de rémunération au rendement s'est élevée à 64,0 millions \$ pour le trimestre, une hausse de 25,5 %, ou 13,0 millions \$, correspondant à l'augmentation nette des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération au rendement consolidée, exprimée en pourcentage du total des produits, a été de 51,7 %, en hausse de 5,7 points de pourcentage en raison d'une baisse des produits non fondés sur le rendement, notamment les intérêts créditeurs, ainsi que d'une hausse de la charge liée au régime d'intéressement à long terme (RLT). Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010, les charges de personnel ont totalisé 14,0 millions \$, une diminution de 1,5 % par rapport à la même période de l'exercice 2009. Cette diminution est attribuable aux réductions du nombre d'employés au cours de l'exercice 2010.

La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et salaires), en pourcentage des produits consolidés du T2/10, a atteint 63,0 %, soit 4,2 points de pourcentage de plus que le pourcentage de 58,8 % du T2/09. Cette augmentation découle principalement de la part moins grande des produits non fondés sur le rendement dans les produits consolidés.

#### *Comparaison du premier semestre de l'exercice 2010 avec le premier semestre de l'exercice 2009*

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2009, les charges ont été de 237,4 millions \$, une baisse de 27,6 millions \$, ou 10,4 %, par rapport au même semestre de l'exercice précédent. La charge de rémunération au rendement s'est établie à 132,4 millions \$, en baisse de 1,0 %, ce qui reflète la baisse des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération au

rendement consolidée, exprimée en pourcentage du total des produits, a été de 50,7 %, en hausse de 3,5 points de pourcentage, résultat surtout de la baisse marquée des intérêts créditeurs, qui sont un élément des produits non fondés sur le rendement.

Pour le premier semestre de l'exercice 2010, les charges de personnel ont totalisé 27,8 millions \$, une diminution de 6,3 % en regard de la même période de l'exercice précédent pour les raisons mentionnées plus haut. Le total de la charge de rémunération (rémunération au rendement et salaires), exprimé en pourcentage des produits consolidés, a été de 61,3 %, une augmentation de 3,7 points de pourcentage, contre 57,6 % pour le premier semestre de l'exercice 2009. Cette augmentation est attribuable à l'importante baisse des produits non fondés sur le rendement en pourcentage des produits consolidés.

### Autres charges indirectes

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Trois mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Six mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2009	2008		2009	2008	
Frais de négociation	7 002 \$	6 717 \$	4,2 %	14 326 \$	13 038 \$	9,9 %
Locaux et matériel	6 104	5 957	2,5 %	11 986	11 742	2,1 %
Communications et technologie	5 245	6 539	(19,8)%	10 734	12 702	(15,5)%
Intérêts	492	3 354	(85,3)%	1 337	7 313	(81,7)%
Frais d'administration	11 698	19 611	(40,3)%	23 586	38 888	(39,3)%
Amortissement	1 906	2 072	(8,0)%	3 827	4 114	(7,0)%
Frais de développement	5 487	6 383	(14,0)%	11 341	13 845	(18,1)%
Total des autres charges indirectes	37 934 \$	50 633 \$	(25,1)%	77 137 \$	101 642 \$	(24,1)%

### Comparaison du deuxième trimestre de 2010 avec le deuxième trimestre de 2009

Les autres charges indirectes ont reculé de 25,1 %, ou 12,7 millions \$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour se fixer à 37,9 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2010, surtout en raison de la diminution des frais d'administration, des intérêts, des frais de développement et des frais liés aux communications et à la technologie.

Les frais d'administration ont baissé en raison d'une diminution des frais de promotion et de déplacement, des honoraires professionnels et de la charge se rapportant aux réserves. Les frais de promotion et de déplacement ont reculé de 2,7 millions \$, ou 39,3 %, en raison des efforts déployés à l'échelle de la Société pour réduire les dépenses engagées dans le cadre de l'initiative de réduction des coûts ainsi que des recouvrements de charges des comptes de rémunération. Les frais liés aux honoraires professionnels ont glissé de 3,2 millions \$, ou 61,7 %, en raison des honoraires de consultation non récurrents engagés au T2/09 dans le cadre de la mise à niveau de l'infrastructure interne. Les charges se rapportant aux réserves ont diminué de 1,3 million \$, ou 134,6 %, par rapport au T2/09 en raison d'une baisse de la provision pour débiteurs dont le recouvrement ne peut être établi de façon raisonnable. La baisse des charges se rapportant aux réserves est principalement imputable à notre secteur Gestion du patrimoine Canaccord.

Les intérêts débiteurs ont diminué de 2,9 millions \$, ou 85,3 %, par suite de la baisse des taux d'intérêt par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les activités aux États-Unis ont réduit les primes de recrutement au cours du T2/10, ce qui a entraîné une baisse des frais de développement de 0,9 million \$, ou 14,0 %, par rapport au T2/09. Certains frais liés aux communications et à la technologie ont été recouverts sur les comptes de rémunération dans le cadre de notre stratégie d'alignement des coûts, ce qui explique la diminution de 19,8 %, ou 1,3 million \$, de ces frais.

Le bénéfice net du T2/10 a été de 6,7 millions \$ comparativement à une perte nette de 5,4 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le RPA dilué a été de 0,12 \$ au T2/10 comparativement à une perte par action de 0,11 \$ au T2/09. Les hausses du bénéfice net et du RPA sont imputables principalement à une augmentation des produits ainsi qu'à des niveaux de dépenses similaires, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le T2/10, le RCP annualisé a atteint 6,9 % comparativement à un RCP annualisé de (5,0) % pour le T2/09. La valeur comptable par action (nombre dilué) pour le T2/10 s'est établie à 6,78 \$, contre 7,15 \$ au T2/09.

Le taux d'imposition effectif pour ce trimestre a été de 14,2 % comparativement à (8,5) % au trimestre correspondant de l'exercice précédent et à 43,0% par rapport au dernier trimestre. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent est principalement imputable à la réduction de provisions pour moins-value constatées antérieurement. La baisse par rapport au T1/10 est attribuable à une charge prise au dernier trimestre aux fins de rajustements des actifs d'impôts futurs pour tenir compte des réductions des taux d'imposition et portée en diminution de l'utilisation des reports en avant de pertes fiscales.

### Comparaison du premier semestre de l'exercice 2010 avec le premier semestre de l'exercice 2009

Pour les six mois terminés le 30 septembre 2009, les autres charges indirectes ont reculé de 24,1 %, ou 24,5 millions \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent, pour s'établir à 77,1 millions \$. La baisse s'explique surtout par une chute des frais d'administration, des intérêts débiteurs, des frais liés aux communications et à la technologie et des frais de développement. Les frais d'administration ont reculé de 15,3 millions \$ du fait surtout de la baisse de 7,8 millions \$ des frais de promotion et de déplacement. Comme il est expliqué ci-dessus, ce recul est imputable à l'effet combiné des efforts déployés à l'échelle de la Société pour réduire les frais de promotion et de déplacement et des recouvrements de charges additionnels des comptes de rémunération. Les honoraires professionnels ont glissé de 4,7 millions \$, en raison des honoraires de consultation non récurrents engagés au T2/09 dans le cadre de la mise à niveau de l'infrastructure interne.

Le reste de la baisse des charges indirectes est attribuable aux intérêts débiteurs, qui ont chuté de 81,7 %, ou 6,0 millions \$, et aux frais de développement, qui ont reculé de 2,5 millions \$. La chute des intérêts débiteurs est imputable à une diminution des soldes débiteurs des clients conjuguée à une baisse des taux d'intérêt. Les frais de développement ont été réduits du fait d'une baisse de 4,1 millions \$ des primes de recrutement versées aux États-Unis et dans le secteur Non sectoriel et autres. Toutefois, cette baisse a été compensée par une hausse de 1,6 million \$ des primes de recrutement investies par notre secteur Gestion du patrimoine Canaccord dans le cadre de sa stratégie de restructuration globale.

Au premier semestre de l'exercice 2010, le bénéfice net s'est chiffré à 15,9 millions \$, comparativement à 11,1 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Le RPA dilué s'est établi à 0,28 \$ comparativement à 0,21 \$ au trimestre correspondant de l'exercice

précédent, et le RCP annualisé a été de 8,3 % en regard de 5,3 % il y a un an. Cette augmentation s'explique par une hausse des produits attribuable à une reprise des activités sur le marché et à la constance des dépenses engagées comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. La valeur comptable par action (nombre dilué) à la fin de la période est passée de 7,15 \$ à 6,78 \$, en baisse de 5,2 %.

La charge d'impôts sur les bénéfices s'est établie à 8,0 millions \$ depuis le début de l'exercice 2009, en hausse de 0,5 million \$. Cette variation est en grande partie attribuable à la progression du bénéfice. Depuis le début de l'exercice, le taux d'imposition effectif a été de 33,5 % comparativement à 40,4 % pour la même période de l'exercice précédent. La diminution du taux d'imposition effectif découle en partie de modifications des estimations, d'une baisse des charges non déductibles aux fins de l'impôt et de l'utilisation de pertes fiscales reportées en avant.

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION

### Canaccord Adams <sup>1</sup>

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Trois mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Six mois terminés les 30 septembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2009	2008		2009	2008	
<b>Canaccord Adams</b>						
Produits	78 475 \$	58 336 \$	34,5 %	163 972 \$	163 129 \$	0,5 %
Charges						
Rémunération au rendement	42 761	29 998	42,5 %	87 992	82 527	6,6 %
Charges de personnel	3 376	3 919	(13,9)%	6 780	8 142	(16,7)%
Autres charges indirectes	17 881	29 233	(38,8)%	38 378	57 501	(33,3)%
Total des charges	64 018 \$	63 150 \$	1,4 %	133 150 \$	148 170 \$	(10,1)%
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices <sup>2</sup>	14 457	(4 814)	négl.	30 822	14 959	106,0 %
Nombre d'employés	482	551	(12,5)%			

1) Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, sauf le nombre d'employés.

2) Voir la rubrique «Frais intersectoriels imputés».  
négl. : négligeable

Les produits de Canaccord Adams sont tirés des commissions et des honoraires gagnés dans le cadre du financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des gains et pertes de négociation provenant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation.

#### Comparaison du deuxième trimestre de 2010 avec le deuxième trimestre de 2009

Au T2/10, les produits de Canaccord Adams se sont établis à 78,5 millions \$, en hausse de 34,5 %, ou 20,1 millions \$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, grâce aux marchés des capitaux plus vigoureux au Canada et aux États-Unis au T2/10 par rapport au T2/09.

#### Produits tirés des activités au Canada

Au Canada, Canaccord Adams a généré des produits de 34,5 millions \$ au T2/10, en hausse de 18,4 %, ou 5,4 millions \$, par rapport au T2/09. La hausse des produits de cette région géographique est en grande partie attribuable à une amélioration de l'activité sur les marchés des capitaux au Canada depuis le premier trimestre de l'exercice 2010. Les produits canadiens de Canaccord Adams de 34,5 millions \$ correspondent à 43,9 % (49,9 % au T2/09) du total des produits de Canaccord Adams.

#### Produits tirés des activités au Royaume-Uni et Autre établissement étranger

Les activités de Canaccord Adams au Royaume-Uni et en Europe englobent la prestation de services de ventes et opérations institutionnelles, de financement de sociétés et de recherche. Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux à l'extérieur du Canada, du Royaume-Uni et des États-Unis sont présentés au poste Autre établissement étranger, qui comprend les activités de Canaccord International Ltd. Les produits au Royaume-Uni et Autre établissement étranger se sont établis à 14,4 millions \$, en hausse de 22,5 %, ou 2,6 millions \$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison surtout d'une augmentation des activités de tenue de marché au cours du T2/10. Les produits tirés des activités au Royaume-Uni et Autre établissement étranger de 14,4 millions \$ représentent 18,4 % (20,2 % au T2/09) du total des produits de Canaccord Adams.

#### Produits tirés des activités aux États-Unis

Les activités aux États-Unis rendent compte des activités de Canaccord Adams Inc. sur les marchés des capitaux. Les produits du deuxième trimestre de 2010 pour Canaccord Adams aux États-Unis se sont établis à 29,6 millions \$ (17,5 millions \$ au T2/09), en hausse de 12,1 millions \$, ou 69,5 %, comparativement à la même période de l'exercice précédent, en raison notamment des améliorations sur les marchés boursiers, de changements dans le paysage concurrentiel et de l'activité accrue dans le secteur des appels publics à l'épargne et des placements privés, ainsi que de la hausse des honoraires de consultation. Les produits tirés des activités aux États-Unis ont représenté 37,7 % (29,9 % au T2/09) du total des produits de Canaccord Adams.

#### Charges

Les charges du T2/10 ont été de 64,0 millions \$, en hausse de 1,4 %, ou 0,9 million \$. Cette hausse est essentiellement imputable à l'augmentation de la rémunération au rendement de 12,8 millions \$, ou 42,5 %, du fait de la progression des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement au cours du trimestre. Pour le trimestre, les charges de personnel ont reculé de 0,5 million \$, ou 13,9 %, en raison du départ de 69 employés dans ce secteur. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits du trimestre a atteint 58,8 %, soit 0,7 point de pourcentage de plus que le pourcentage de 58,1 % enregistré au T2/09.

Les frais d'administration ont atteint 5,2 millions \$ au T2/10, en baisse de 7,0 millions \$ ou 57,2 %. Les frais de promotion et de déplacement ont reculé de 3,1 millions \$, ou 56,8 %, sous l'effet des initiatives de réduction des coûts annoncées à l'exercice 2009 et des changements au niveau des imputations de charges aux comptes de rémunération introduits à l'exercice 2009. Les honoraires

professionnels ont glissé de 3,2 millions \$, en raison des honoraires de consultation non récurrents engagés au T2/09 dans le cadre de la mise à niveau de l'infrastructure interne.

Pour le trimestre, le bénéfice avant impôts sur les bénéfices s'est établi à 14,5 millions \$ comparativement à une perte nette avant impôts sur les bénéfices de 4,8 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse du bénéfice résulte principalement de l'augmentation de 20,1 millions \$ des produits attribuable à l'amélioration des conditions économiques et d'un contexte concurrentiel favorable dans les marchés des capitaux de taille petite et moyenne, notamment aux États-Unis.

#### *Comparaison du premier semestre de l'exercice 2010 avec le premier semestre de l'exercice 2009*

Les produits de Canaccord Adams pour le premier semestre de l'exercice 2010 ont été de 164,0 millions \$, soit 0,8 million \$ de plus qu'à la même période de l'exercice précédent, en raison de la reprise des activités sur les marchés des capitaux dans toutes les régions géographiques où nous menons des activités, notamment aux États Unis.

#### Produits tirés des activités au Canada

Au Canada, les produits se sont établis à 70,9 millions \$, soit un léger recul de 0,3 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Au Canada, une tranche de 57,4 millions \$ des produits était liée aux activités de financement de sociétés et aux titres de participation, alors qu'une tranche de 13,5 millions \$ était liée aux opérations internationales et aux activités de négociateur inscrit et de revenu fixe. Dans l'ensemble, nos produits au Canada ont représenté 43,3 % du total des produits de Canaccord Adams.

#### Produits tirés des activités au Royaume-Uni et Autre établissement étranger

Les produits tirés des activités au Royaume-Uni et Autre établissement étranger se sont établis à 36,8 millions \$, soit 13,2 millions \$ de moins qu'à la même période de l'exercice précédent, en raison d'une baisse considérable des produits au T1/10 par rapport au T1/09 attribuable aux perturbations du marché qui ont commencé au T2/09. Les produits tirés des activités au Royaume-Uni et Autre établissement étranger ont représenté 22,4 % du total des produits de Canaccord Adams.

#### Produits tirés des activités aux États-Unis

Les produits tirés des activités aux États-Unis ont considérablement augmenté au cours du premier semestre de l'exercice 2010 en raison surtout des améliorations sur les marchés boursiers, de changements dans le paysage concurrentiel et de l'activité accrue dans le secteur des appels publics à l'épargne et des placements privés, ainsi que de la hausse des honoraires de consultation. Les produits ont atteint 56,3 millions \$, en hausse de 14,2 millions \$, ou 33,9 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les produits tirés des activités aux États Unis ont représenté 34,3 % du total des produits de Canaccord Adams.

#### Charges

Les charges du premier semestre de l'exercice 2010 ont été de 133,2 millions \$, en baisse de 15,0 millions \$. La rémunération au rendement s'est établie à 88,0 millions \$, en hausse de 5,5 millions \$, ou 6,6 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le pourcentage de la charge de rémunération au rendement par rapport aux produits s'est accru de 3,1 points de pourcentage, de nouveaux droits au titre du RILT ayant été attribués au cours du T2/10.

Les charges de personnel du premier semestre de l'exercice 2010 ont reculé de 1,4 million \$ par rapport à la même période de l'exercice précédent en raison d'une diminution nette de 69 employés. Le total de la charge de rémunération, exprimée en pourcentage des produits, pour le premier semestre de l'exercice 2010, s'est établi à 57,8 %, soit une hausse de 2,2 points de pourcentage en regard de 55,6 % pour la même période de l'exercice précédent.

Les charges indirectes ont atteint 38,4 millions \$ au premier semestre de l'exercice 2010, en baisse de 19,1 millions \$, ou 33,3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2009. Cette baisse est principalement attribuable au recul de 13,2 millions \$ des frais d'administration principalement lié à la chute des honoraires de consultation non récurrents de 4,3 millions \$ engagés dans le cadre de la mise à niveau de notre infrastructure interne ainsi qu'à la baisse de 7,5 millions \$ des frais de promotion et de déplacement. Du fait du nombre moins élevé de primes de recrutement versées dans le cadre de nos activités aux États-Unis, les frais de développement ont diminué de 3,1 millions \$ pour s'établir à 4,7 millions \$ au premier semestre de l'exercice 2010.

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices pour la période a été de 30,8 millions \$ comparativement à 15,0 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent. Cette amélioration reflète une diminution des dépenses dans le cadre de notre plan de restructuration annoncé à l'exercice 2009.

#### Gestion du patrimoine Canaccord <sup>1</sup>

<i>(en milliers \$ CA, sauf les ASG et les ASA, qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et de conseillers en placement et les pourcentages)</i>	<i>Trois mois terminés les 30 septembre</i>		<i>Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent</i>	<i>Six mois terminés les 30 septembre</i>		<i>Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent</i>
	<i>2009</i>	<i>2008</i>		<i>2009</i>	<i>2008</i>	
	<b>Produits</b>	<b>40 138 \$</b>	<b>43 844 \$</b>	<b>(8,5)%</b>	<b>80 323 \$</b>	<b>101 697 \$</b>
<b>Charges</b>						
Rémunération au rendement	19 368	20 116	(3,7)%	38 011	47 066	(19,2)%
Charges de personnel	4 360	3 477	25,4 %	8 606	7 258	18,6 %
Autres charges indirectes	11 485	12 318	(6,8)%	23 764	26 270	(9,5)%
<b>Total des charges</b>	<b>35 213 \$</b>	<b>35 911 \$</b>	<b>(1,9)%</b>	<b>70 381 \$</b>	<b>80 594 \$</b>	<b>(12,7)%</b>
<b>Bénéfice avant impôts sur les bénéfices <sup>2</sup></b>	<b>4 925</b>	<b>7 933</b>	<b>(37,9)%</b>	<b>9 942</b>	<b>21 103</b>	<b>(52,9)%</b>
Actifs sous gestion	453	609	(25,6)%			
Actifs sous administration	11 386	11 584	(1,7)%			
Nombre d'équipes de conseillers	334	341	(2,1)%			
Nombre d'employés	698	744	(6,2)%			

1) Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, à l'exception des ASG, des ASA, du nombre d'équipes de conseillers et du nombre d'employés.

2) Voir la rubrique «Frais intersectoriels imputés».

Les produits tirés de Gestion du patrimoine Canaccord proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts sur marge et des honoraires et commissions gagnés relativement aux opérations de financement de sociétés et aux opérations mettant en jeu du capital de risque de particuliers.

#### *Comparaison du deuxième trimestre de 2010 avec le deuxième trimestre de 2009*

Les produits tirés du secteur Gestion du patrimoine Canaccord se sont établis à 40,1 millions \$, en baisse de 3,7 millions \$, ou 8,5 %, en raison surtout d'une baisse des intérêts créditeurs. Les ASA ont diminué de 1,7 %, ou 0,2 milliard \$, pour s'établir à 11,4 milliards \$ en regard du T2/09. Les ASG ont reculé de 25,6 % en glissement annuel. À la fin du deuxième trimestre de l'exercice 2010, l'effectif comptait 334 équipes de conseillers, soit 7 de moins qu'au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Les produits tirés des honoraires gagnés par Canaccord représentaient 15,2 % des produits de Gestion du patrimoine Canaccord au T2/10, par rapport à 19,3 % au T2/09, un recul de 4,1 points de pourcentage.

Les charges du T2/10 ont été de 35,2 millions \$, en baisse de 1,9 %, ou 0,7 million \$. Cette variation était constituée d'une diminution de 0,7 million \$ de la charge de rémunération au rendement et d'une baisse de 0,8 million \$ des autres charges indirectes, mais elle a été annulée par une augmentation de 0,9 million \$ des charges de personnel. La variation de la charge de rémunération au rendement explique la baisse des produits. Les autres charges indirectes ont diminué surtout en raison d'un recul des intérêts débiteurs de 2,4 millions \$ découlant de la baisse des taux d'intérêt. Cette diminution a été compensée par une augmentation de 1,2 million \$ des frais de développement liée à des placements faits au moyen de primes de recrutement versées dans le cadre de la stratégie de recrutement de Gestion du patrimoine Canaccord.

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices pour le trimestre a été de 4,9 millions \$, comparativement à 7,9 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent. Ce recul s'explique par la diminution des produits au T2/10 par rapport au T2/09, comme il a été mentionné ci-dessus.

#### *Comparaison du premier semestre de l'exercice 2010 avec le premier semestre de l'exercice 2009*

Les produits tirés des activités de Gestion du patrimoine Canaccord se sont établis à 80,3 millions \$, en baisse de 21,4 millions \$. La baisse des produits de Gestion du patrimoine Canaccord est attribuable aux conditions de marché défavorables qui sévissent depuis les perturbations du marché à l'exercice 2009. Les produits tirés des honoraires, exprimés en pourcentage du total des produits tirés de Gestion du patrimoine Canaccord, ont diminué de 2,8 points de pourcentage pour s'établir à 14,5 % par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Pour les six mois terminés le 30 septembre 2009, les charges ont été de 70,4 millions \$, en baisse de 10,2 millions \$, ou 12,7 %. La rémunération au rendement a affiché une baisse de 9,1 millions \$, ou 19,2 %, qui se reflète dans le recul de 21,0 % du total des produits. Les intérêts débiteurs ont reculé de 5,0 millions \$, ou 93,5 %, en raison du fléchissement des taux d'intérêt et des soldes des comptes clients. Le total de la charge de rémunération, exprimé en pourcentage des produits, pour le premier semestre de l'exercice 2010, s'est établi à 58,0 %, soit une hausse de 4,6 points de pourcentage en regard de 53,4 % pour la même période de l'exercice précédent. L'important recul des produits non fondés sur le rendement, notamment les intérêts créditeurs, explique en grande partie la hausse de la charge de rémunération en pourcentage des produits.

La baisse des charges a été annulée par une augmentation des frais de développement de 1,6 million \$, ou 53,5 %, attribuable principalement à des primes de recrutement additionnelles versées dans le cadre de notre stratégie de recrutement dans ce secteur.

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices pour le premier semestre de l'exercice 2010 s'est établi à 9,9 millions \$, en baisse de 52,9 % par rapport à la même période de l'exercice précédent.

#### **Non sectoriel et autres <sup>1</sup>**

<i>(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)</i>	<i>Trois mois terminés les 30 septembre</i>		<i>Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent</i>	<i>Six mois terminés les 30 septembre</i>		<i>Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent</i>
	<i>2009</i>	<i>2008</i>		<i>2009</i>	<i>2008</i>	
Produits	5 131 \$	8 649 \$	(40,7)%	16 912 \$	18 711 \$	(9,6)%
Charges						
Rémunération au rendement	1 837	863	112,9 %	6 426	4 111	56,3 %
Charges de personnel	6 247	6 799	(8,1)%	12 399	14 238	(12,9)%
Autres charges indirectes	8 568	9 082	(5,7)%	14 995	17 871	(16,1)%
Total des charges	16 652 \$	16 744 \$	(0,5)%	33 820 \$	36 220 \$	(6,6)%
Perte avant impôts sur les bénéfices <sup>2</sup>	(11 521)	(8 095)	42,3 %	(16 908)	(17 509)	(3,4)%
Nombre d'employés	359	393	(8,7)%			

1) Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, sauf le nombre d'employés.

2) Voir la rubrique «Frais intersectoriels imputés».

Ce secteur, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les gains et pertes de change, et les charges qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Adams ou à Gestion du patrimoine Canaccord. Ce secteur comprend également les groupes de services d'exploitation et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

#### *Comparaison du deuxième trimestre de 2010 avec le deuxième trimestre de 2009*

Les produits pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2009 se sont élevés à 5,1 millions \$, une baisse de 40,7 %, ou 3,5 millions \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent. La variation est principalement liée à une baisse de 4,0 millions \$ des intérêts créditeurs par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, attribuable à une baisse des taux d'intérêt.

Les charges du T2/10 ont été de 16,7 millions \$, en baisse de 0,5 %. La charge de rémunération au rendement s'est accrue de 1,0 million \$ en raison d'une augmentation de la charge liée au RILT.

Dans l'ensemble, la perte avant impôts sur les bénéfices s'est établie à 11,5 millions \$ au T2/10, comparativement à 8,1 millions \$, pour le même trimestre de l'exercice précédent. La perte accrue s'explique surtout par la chute des intérêts créditeurs.

#### *Comparaison du premier semestre de l'exercice 2010 avec le premier semestre de l'exercice 2009*

Les produits se sont établis à 16,9 millions \$, en baisse de 1,8 million \$, surtout en raison de la diminution des intérêts créditeurs compensée par une hausse des gains de change.

Les charges du premier semestre de l'exercice 2010 ont été de 33,8 millions \$, en baisse de 2,4 millions \$. L'augmentation nette de 2,3 millions \$, ou 56,3 %, de la charge de rémunération au rendement est principalement attribuable à la hausse de la charge liée au régime d'intéressement à long terme. Cette augmentation a été compensée par une baisse des charges de personnel liée à la restructuration du personnel à l'exercice 2009. Les frais d'administration ont aussi reculé de 1,3 million \$ en raison surtout d'une baisse des passifs éventuels et d'une chute des frais de promotion et de déplacement durant la période. Les frais de développement ont également diminué de 1,0 million \$ en raison d'une baisse des coûts engagés pour le développement de systèmes.

Dans l'ensemble, la perte avant impôts sur les bénéfices a été de 16,9 millions \$, comparativement à 17,5 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent.

#### **Frais intersectoriels imputés**

Le secteur Non sectoriel et autres comprend certains frais de traitement, de services de soutien et de recherche et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités des secteurs Canaccord Adams et Gestion du patrimoine Canaccord. Compte non tenu de la rémunération au rendement des hauts dirigeants et de certains frais de soutien administratif, des gains et pertes de change et de l'intérêt net, la direction a établi que les coûts imputables par le secteur Non sectoriel et autres à Gestion du patrimoine Canaccord étaient de 8,2 millions \$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2009, et que pour Canaccord Adams, ces coûts s'élevaient à 2,2 millions \$.

#### **SITUATION FINANCIÈRE**

Certains postes du bilan ont enregistré les variations indiquées ci-dessous.

##### **Actif**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont atteint 709,5 millions \$ le 30 septembre 2009, contre 701,2 millions \$ le 31 mars 2009. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique «Situation de trésorerie et sources de financement» ci-après.

La valeur des titres détenus a atteint 517,1 millions \$ en comparaison de 133,7 millions \$ le 31 mars 2009, en raison surtout d'une hausse des activités de revenu fixe, des positions nettes dans des titres négociables et de nouvelles conventions de financement de sociétés par prise ferme. Cette hausse est le résultat d'une initiative de l'entreprise visant à élargir le groupe des titres à revenu fixe, qui conclut des opérations dans les marchés primaires et secondaires de tous les produits à revenu fixe.

Les débiteurs totalisaient 2,1 milliards \$ au 30 septembre 2009 contre 1,1 milliard \$ au 31 mars 2009, hausse qui s'explique par une augmentation du nombre de courtiers en valeurs mobilières et d'agents, ainsi que des débiteurs. Cette augmentation est due à une reprise des activités et à l'expansion du groupe des titres à revenu fixe. Les débiteurs, déduction faite des créditeurs, sont demeurés constants à (0,4) million \$ au 30 septembre 2009, en comparaison avec le 31 mars 2009.

Les autres actifs ont atteint 95,1 millions \$ comparativement à 126,1 millions \$ au 31 mars 2009, surtout du fait d'une baisse des impôts sur les bénéfices à recevoir et des impôts futurs.

##### **Passif**

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par Canaccord peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont directement liés aux opérations sur titres. Au 30 septembre 2009, Canaccord disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni pour un total de 460,9 millions \$ (568,7 millions \$ au 31 mars 2009). Ces facilités de crédit, constituées de prêts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Le 30 septembre 2009, la dette bancaire de la Société s'établissait à 85,6 millions \$, en comparaison de 75,6 millions \$ le 31 mars 2009.

Les créditeurs se sont élevés à 2,5 milliards \$, contre 1,5 milliard \$ au 31 mars 2009, une hausse de 1,0 milliard \$ attribuable surtout à l'augmentation des montants à payer aux courtiers en valeurs mobilières. Comme il est indiqué ci-dessus pour les débiteurs, cette augmentation est due à une reprise des activités, à l'expansion du groupe des titres à revenu fixe et à de nouvelles conventions de financement de sociétés par prise ferme.

Les autres passifs se sont établis à 397,2 millions \$, une augmentation de 292,8 millions \$ en comparaison de 104,4 millions \$ au 31 mars 2009, en raison du remboursement d'une dette subordonnée de 10,0 millions \$, compensée par une augmentation de 302,8 millions \$ des titres vendus à découvert, résultat de l'initiative de la Société d'étendre le groupe des titres à revenu fixe.

#### **ARRANGEMENTS HORS BILAN**

Une filiale de la Société a obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables d'une institution financière totalisant 2,5 millions \$ (2,3 millions \$ US) [2,9 millions \$ (2,3 millions \$ US) au 31 mars 2009] à titre de garantie de location pour ses locaux loués à Boston, New York et San Francisco.

#### **SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT**

La structure du capital de Canaccord englobe le capital social, les bénéfices non répartis et le cumul des autres éléments du résultat étendu. Le 30 septembre 2009, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de 709,5 millions \$ s'élevaient, déduction faite de la dette bancaire de 85,6 millions \$, à 623,9 millions \$, une baisse de 1,7 million \$ en comparaison de 625,6 millions \$ au 31 mars 2009. Au cours du semestre terminé le 30 septembre 2009, les activités de financement ont utilisé des fonds d'un montant de 12,1 millions \$. Les activités d'investissement ont généré des fonds d'un montant de 1,2 million \$ lié surtout au produit du remboursement net des

billets de PCAA restructurés. Les activités d'exploitation ont généré des fonds d'un montant de 7,7 millions \$, ces rentrées de fonds étant attribuables au bénéfice net compensé par des variations nettes des titres détenus et des titres vendus à découvert et des variations nettes des créditeurs et des débiteurs. Une hausse de la trésorerie de 1,5 million \$ a été attribuée à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie. Au total, le montant net de la trésorerie a reculé de 1,7 million \$ par rapport au 31 mars 2009.

Les activités de Canaccord nécessitent des capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation. La majeure partie des actifs à court terme figurant au bilan de Canaccord sont très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans la conjoncture du marché, la conjoncture économique et les perspectives de l'investisseur influent sur les prix du marché. Les débiteurs sont garantis par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et des agents et à payer à ceux-ci ont trait à des opérations ouvertes à court terme, qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre d'opérations qui peuvent être conclues sur demande en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Au cours de la période de six mois terminée le 30 septembre 2009, les engagements de la Société, présentés à la note 17 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés au 31 mars 2009, n'ont pas fait l'objet de modifications importantes.

## DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

	Nombre d'actions en circulation aux 30 septembre	
	2009	2008
Actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis <sup>1</sup>	48 681 034	48 273 824
Nombre d'actions émises et en circulation <sup>2</sup>	55 359 489	54 552 553
Nombre d'actions émises et en circulation – dilué <sup>3</sup>	57 226 445	57 981 364
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	48 420 751	48 247 858
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué	55 444 791	53 956 302

1) Exclut 3 746 523 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et

2 931 932 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par la fiducie pour les avantages sociaux des employés dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT).

2) Comprend 3 746 523 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 2 931 932 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par la fiducie pour les avantages sociaux des employés dans le cadre du RILT.

3) Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 1 866 956 actions.

Au 4 novembre 2009, Canaccord avait 55 359 489 actions ordinaires émises et en circulation, soit 806 936 actions ordinaires de plus qu'au 30 septembre 2008, en raison de l'émission d'actions dans le cadre des régimes de rémunération à base d'actions.

La Société a renouvelé son offre publique de rachat (OPR) dans le cours normal des affaires et a actuellement le droit d'acquérir, du 3 septembre 2009 au 2 septembre 2010, jusqu'à 2 767 974 de ses actions, qui représentent 5 % de ses actions en circulation au 28 août 2009. Aucune action n'a été achetée dans le cadre de l'OPR dans le cours normal des affaires entre le 3 septembre 2009 et le 30 septembre 2009.

## RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

### Options sur actions

La Société a attribué des options sur actions ordinaires de la Société à des administrateurs indépendants et à des hauts dirigeants, leur donnant la possibilité d'acheter jusqu'à concurrence de 2 449 993 actions ordinaires de la Société. Les droits rattachés aux options sur actions s'acquiert sur une période de quatre à cinq ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions est de 9,91 \$.

Le 31 août 2009, les administrateurs indépendants de la Société ont approuvé l'attribution d'options sur actions à certains hauts dirigeants de la Société et de ses filiales. Un total de 2 099 993 options dont les droits s'acquiert sur cinq ans ont été attribuées à un prix d'exercice de 9,47 \$ l'action. Les options arrivent à échéance à la première des éventualités suivantes à survenir : 1) sept ans après la date d'attribution; 2) trois ans après le décès du porteur de l'option ou de tout autre événement mettant fin à son emploi; 3) après l'annulation, quelle qu'en soit la raison, des actions visées par l'option du porteur dont les droits ne sont pas encore acquis; ou 4) en cas de retraite anticipée, après qu'il ait été établi que le porteur de l'option a livré concurrence à la Société ou a violé des obligations de non-concurrence, de non-sollicitation ou de non-divulgateion.

### Régime d'intéressement à long terme (RILT)

En vertu du RILT, les unités d'actions temporairement inaccessibles (UATI) dont les droits s'acquiert sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, une fiducie pour les avantages sociaux des employés (la fiducie) a été constituée et : a) la Société y versera des fonds qu'un fiduciaire utilisera pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires de la Société qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement inaccessibles; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants à la suite de l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement inaccessibles. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'unité d'action temporairement inaccessible, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant.

## CENTRES FINANCIERS INTERNATIONAUX

Canaccord est membre de l'International Financial Centre Vancouver et du Centre financier international de Montréal qui fournissent certains avantages financiers et fiscaux en vertu de l'*International Financial Business (Tax Refund) Act* de la Colombie-Britannique et de la *Loi sur les centres financiers internationaux* du Québec. Ainsi, le taux d'imposition global de Canaccord est inférieur à celui qui s'appliquerait autrement.

**CHANGE**

Canaccord gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements en devises en attente. Les gains et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces opérations sont constatés dans les résultats au cours de l'exercice. Le 30 septembre 2009, les contrats à terme en cours visant la vente des dollars américains avaient un notionnel de 10,0 millions \$ US, une hausse de 0,5 million \$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les contrats à terme en cours visant l'achat des dollars américains avaient un notionnel de 7,0 millions \$ US, une augmentation de 1,5 million \$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La juste valeur de ces contrats était minime. Certaines des opérations de Canaccord à Londres, en Angleterre, sont libellées en livres sterling; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces opérations est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de l'opération sont habituellement libellés en livres sterling.

**OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES**

Les opérations sur titres effectuées pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Canaccord sont menées selon les mêmes modalités que celles utilisées pour le compte de tous les clients. Les produits tirés des commissions sur le total de ces opérations ne sont pas importants par rapport à ceux provenant de l'ensemble des activités de Canaccord.

**ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES**

La présente section est un sommaire des estimations comptables critiques de Canaccord. Les conventions comptables de Canaccord sont conformes aux PCGR du Canada et sont présentées à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés. Les conventions comptables décrites ci-dessous requièrent des estimations et des hypothèses qui influent sur les montants des actifs, des passifs, des produits et des charges comptabilisés aux états financiers. En raison de leur nature, les estimations nécessitent l'exercice du jugement fondé sur l'information disponible. Les résultats ou montants réels pourraient différer des estimations, et cette différence pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers.

**Constataion des produits et évaluation des titres**

Les titres détenus et vendus à découvert, y compris les bons de souscription d'actions et les options d'achat d'actions, sont classés comme étant détenus à des fins de transaction conformément aux recommandations du chapitre 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agrés* (ICCA), et sont comptabilisés à la juste valeur, les gains et les pertes latents étant constatés dans le bénéfice net. En ce qui a trait aux titres cotés, la juste valeur est déterminée selon le prix du marché obtenu de sources indépendantes, comme les cours du marché ou les prix de courtiers. Des ajustements sont apportés aux prix du marché au titre de la liquidité compte tenu de l'importance de la position, des périodes de détention et d'autres restrictions de revente, le cas échéant. Les placements dans des titres non cotés ou non liquides classés comme détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur calculée selon un modèle d'évaluation. L'estimation des facteurs qui peuvent influencer sur la valeur et l'estimation des valeurs en général comportent inévitablement un degré d'incertitude et d'imprécision. L'importance des écarts entre les estimations et les résultats réels aura une incidence sur le montant des bénéfices ou des pertes comptabilisé pour une position particulière au cours d'une période donnée. Comme le portefeuille de titres de Canaccord se compose principalement de titres cotés, à l'exception des indications ci-après, et étant donné nos procédures d'obtention de cours du marché auprès de sources indépendantes, la validation des estimations au moyen du règlement réel d'opérations et l'application uniforme de notre stratégie d'une période à l'autre, nous croyons que les estimations des justes valeurs comptabilisées sont raisonnables.

**Papier commercial adossé à des actifs**

Une grande incertitude entoure l'estimation du montant et de l'échéance des flux de trésorerie associés au PCAA détenu par la Société. La Société estime la juste valeur du PCAA en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus selon une approche fondée sur des pondérations probabilistiques et selon les meilleures données disponibles. Étant donné que la juste valeur du PCAA est basée sur l'évaluation par la Société des conditions actuelles, les montants présentés peuvent varier considérablement dans les périodes subséquentes. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 7 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés.

**Provisions**

Canaccord comptabilise des provisions pour les litiges en cours ou en attente et pour les créances douteuses liées aux débiteurs, aux prêts, aux avances et aux autres créances. Les provisions relatives aux litiges sont établies selon le jugement de la direction en consultation avec le conseiller juridique, en tenant compte de divers facteurs comme le montant de la réclamation, la possibilité de méfaits de la part d'un employé de Canaccord et les antécédents. Habituellement, les débiteurs sont garantis par des titres et, en conséquence, toute réduction de valeur est en général évaluée après avoir tenu compte de la valeur marchande d'une garantie.

Les provisions relatives à d'autres créances douteuses sont habituellement fondées sur l'évaluation par la direction de la probabilité du recouvrement et du montant recouvrable. Les provisions sont aussi comptabilisées à l'aide de facteurs d'actualisation relativement à la participation d'un consortium.

**Impôts**

Pour établir les montants des passifs d'impôts, la direction doit formuler des estimations et exercer son jugement en ce qui a trait au résultat final de la production des déclarations de revenus et des cotisations. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Canaccord exerce ses activités dans différents pays de domiciliation fiscale et y est assujettie à l'impôt. La production des déclarations de revenus peut comporter des questions complexes dont le règlement peut nécessiter beaucoup de temps s'il y a un différend ou un redressement par les administrations fiscales. Les normes comptables exigent qu'une provision pour moins-value soit constituée lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la totalité ou qu'une tranche d'un actif d'impôts futurs ne sera pas réalisée avant son échéance. Bien que la réalisation ne soit pas garantie, Canaccord est d'avis que selon la totalité des éléments probants, il est plus probable qu'improbable que la totalité des actifs d'impôts futurs, déduction faite de la provision pour moins-value, sera réalisée. Canaccord croit que des provisions pour impôts sur les bénéfices adéquates ont été comptabilisées pour tous les exercices.



### Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

La Société consolide les entités à détenteurs de droits variables (EDDV) conformément aux directives de la note d'orientation concernant la comptabilité 15 (NOC-15), *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables*, de l'ICCA. La NOC-15 définit une EDDV comme une entité dont les investissements en instruments de capitaux propres à risque ne sont pas suffisants pour lui permettre de financer ses activités sans un soutien financier subordonné additionnel ou dont les détenteurs des investissements en instruments de capitaux propres à risque ne réunissent pas les caractéristiques d'une participation financière conférant le contrôle. L'entreprise qui consolide une EDDV est appelée le principal bénéficiaire de cette dernière. Une entreprise doit consolider une EDDV lorsqu'elle détient un droit variable qui l'amènera à assumer la majorité des pertes prévues de l'entité ou à recevoir la majorité des rendements résiduels prévus de l'entité.

La Société a constitué un fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés afin de remplir ses obligations envers ses employés, qui découlent du régime de rémunération à base d'actions. Le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés a été consolidé conformément à la NOC-15, puisqu'il satisfait à la définition d'une EDDV et que la Société est le principal bénéficiaire du fonds de fiducie.

### Régimes de rémunération à base d'actions

La rémunération à base d'actions correspond aux coûts liés aux attributions à base d'actions octroyées aux employés. La Société utilise la méthode de la juste valeur pour comptabiliser ces attributions. Selon cette méthode, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution et comptabilise les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Si l'acquisition des droits dépend également de critères de rendement, les coûts sont comptabilisés sur la période d'acquisition des droits en fonction du taux d'atteinte des critères de rendement (déduction faite des taux d'extinction estimatifs). Sinon, les coûts sont comptabilisés de façon graduelle. Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

### PRISES DE POSITION COMPTABLES RÉCENTES

#### Regroupements d'entreprises et états financiers consolidés

En janvier 2009, l'ICCA a publié une nouvelle norme comptable, soit le chapitre 1582 du *Manuel de l'ICCA*, «Regroupements d'entreprises», en remplacement de l'ancien chapitre 1581, «Regroupements d'entreprises». Cette norme vise à harmoniser les lignes directrices canadiennes avec la Norme internationale d'information financière (IFRS) 3, *Regroupements d'entreprises*. Cette norme exige que les évaluations à la juste valeur soient davantage utilisées, que les coûts de transaction soient passés en charges et que d'autres informations soient présentées dans les états financiers. Cette norme fournit également des lignes directrices sur la constatation et l'évaluation des écarts d'acquisition acquis dans le cadre du regroupement d'entreprises. La Société doit appliquer cette norme de manière prospective pour les regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition est le 1<sup>er</sup> avril 2011 ou après cette date.

De plus, l'ICCA a publié le chapitre 1601 du *Manuel de l'ICCA*, «États financiers consolidés», et le chapitre 1602, «Participations ne donnant pas le contrôle», qui remplacent le chapitre 1600, «États financiers consolidés». Le chapitre 1601 du *Manuel de l'ICCA* reprend les lignes directrices du chapitre 1600, sauf en ce qui concerne les normes relatives à la comptabilisation des participations ne donnant pas le contrôle, qui font l'objet d'un chapitre distinct, soit le chapitre 1602. Le chapitre 1602 vise à harmoniser les normes canadiennes avec la norme International Accounting Standard IAS 27 révisée, *États financiers consolidés et individuels*. Cette norme canadienne établit les lignes directrices relatives à la comptabilisation d'une participation ne donnant pas le contrôle dans une filiale dans les états financiers consolidés par suite d'un regroupement d'entreprises. La Société devra se conformer à ces deux normes à compter du 1<sup>er</sup> avril 2011.

L'adoption anticipée de ces normes avant le 1<sup>er</sup> avril 2011 est permise, mais les trois normes doivent être adoptées en même temps. L'adoption de ces normes ne devrait pas avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

#### Normes internationales d'information financière (IFRS)

Le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a confirmé que l'utilisation des IFRS serait exigée à compter de 2011 pour les entreprises à but lucratif ayant une obligation publique de rendre des comptes. Les IFRS remplaceront les PCGR du Canada auxquels se conforme actuellement la Société. L'adoption de ces normes vise à améliorer la comparaison de l'information financière entre les pays et la transparence. La Société sera tenue de commencer à présenter ses informations financières selon les IFRS pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012 et devra fournir les informations selon les IFRS pour les périodes correspondantes présentées.

La Société est actuellement en train d'évaluer l'incidence potentielle des IFRS sur ses états financiers consolidés. Il s'agit d'un processus permanent car le Conseil des normes comptables internationales (CNCI) et le CNC continuent d'émettre de nouvelles normes et recommandations. Le rendement financier et la situation financière consolidés de la Société présentés dans les états financiers actuels selon les PCGR du Canada peuvent différer de manière importante lorsqu'ils sont présentés conformément aux IFRS. Certaines différences importantes relevées entre les IFRS et les PCGR du Canada peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Afin de se préparer à la conversion aux IFRS, la Société a mis au point un plan de conversion aux IFRS qui englobe les activités suivantes :

- Établissement des différences comptables entre les PCGR du Canada actuels et les IFRS
- Examen de la présentation des états financiers en vertu des IFRS
- Détermination des incidences potentielles sur l'entreprise
- Évaluation de leur incidence sur les systèmes financiers
- Évaluation de leur incidence sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière et sur les contrôles et procédures de communication de l'information
- Évaluation des besoins de formation et de ressources
- Élaboration d'un plan de communications pour les parties prenantes à l'interne et à l'externe

Les principaux éléments du plan qui ont cours actuellement comprennent, sans toutefois s'y limiter :

- Évaluation des principales différences comptables
- Évaluation de l'application de la norme IFRS 1 *Première adoption des normes IFRS*
- Élaboration d'un programme de formation continue pour les employés

#### **MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES**

##### **Écarts d'acquisition et actifs incorporels**

L'ICCA a publié une nouvelle norme comptable, soit le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, «Écarts d'acquisition et actifs incorporels», qui précise les critères pour la comptabilisation des dépenses à titre d'actifs incorporels et donne des directives supplémentaires sur la comptabilisation et l'évaluation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels générés en interne. La Société a adopté le chapitre 3064 en date du 1<sup>er</sup> avril 2009. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence sur les états financiers de la Société.

##### **Instruments financiers – informations à fournir**

Le CNC a modifié le chapitre 3862, «Instruments financiers – informations à fournir», du *Manuel de l'ICCA* afin de durcir les exigences d'information concernant les évaluations de la juste valeur des instruments financiers. La Société a adopté ces nouvelles modifications au cours de l'exercice 2010 et cette information est présentée à la note 4.

#### **PAPIER COMMERCIAL ADOSSÉ À DES ACTIFS**

En raison de problèmes de liquidités dans le marché du PCAA, un nombre très limité de billets de PCAA ont été négociés depuis la mi-août 2007. Le 17 mars 2008, le Comité pancanadien des investisseurs dans le PCAA (le Comité) a déposé auprès de la Cour supérieure de l'Ontario (la cour) une procédure visant un plan de transaction et d'arrangement (le plan) en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada) (LACC). La cour a publié l'ordonnance finale du processus de restructuration du PCAA le 12 janvier 2009, et la restructuration a été conclue le 21 janvier 2009. Les deux premiers versements d'intérêts (au 31 août 2008) ont été effectués au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2009 et un autre paiement final devrait être effectué le 4 novembre 2009. Le remboursement des frais de restructuration en vertu du programme de secours de Canaccord est prévu peu de temps après.

Étant donné qu'un nombre très limité de billets de PCAA restructurés ont été négociés depuis le 21 janvier 2009, il n'y a pas de valeur à la cote significative disponible. Une grande incertitude entoure l'estimation du montant et de l'échéance des flux de trésorerie associés au PCAA. La Société a estimé la juste valeur du PCAA qu'elle détient en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus selon une approche fondée sur des pondérations probabilistiques et selon les meilleures données disponibles au 30 septembre 2009.

#### **CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE ET CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE**

##### **Contrôles et procédures de communication de l'information**

D'après une évaluation effectuée en date du 31 mars 2009, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces, selon le Règlement 52-109. Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2009, il n'y a eu aucun changement qui ait influé de façon notable, ou qui risque d'influer de façon notable, sur les contrôles et procédures de communication de l'information de Canaccord.

##### **Changements dans les contrôles internes à l'égard de l'information financière**

Une évaluation des contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société a été effectuée en date du 31 mars 2009. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que nos contrôles internes à l'égard de l'information financière étaient conçus et fonctionnaient efficacement, selon le Règlement 52-109, et qu'il n'y avait aucune lacune importante. Il n'y a eu aucun changement dans les contrôles internes à l'égard de l'information financière effectué au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2009 qui ait influé de façon notable, ou qui risque d'influer de façon notable, sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de Canaccord.

#### **POLITIQUE EN MATIÈRE DE DIVIDENDES**

Les dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de Canaccord, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

#### **DÉCLARATION DE DIVIDENDES**

Le 4 novembre 2009, le conseil d'administration a examiné la politique relative aux dividendes et a approuvé un dividende trimestriel de 0,05 \$ par action, payable le 10 décembre 2009 (date de clôture des registres : le 20 novembre 2009). Le rétablissement du dividende trimestriel est une indication de la confiance du conseil d'administration à l'égard de l'environnement d'affaires de Canaccord, qui s'est amélioré, et de la capacité de la Société de produire des rendements stables pour les actionnaires.

**INFORMATIONS TRIMESTRIELLES HISTORIQUES**

Les produits de Canaccord tirés d'une opération de prise ferme ne sont comptabilisés que lorsque l'opération est conclue. Par conséquent, la date de constatation des produits peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Canaccord. La structure des charges des activités de Canaccord est axée sur la prestation de services et de couverture dans le contexte actuel du marché. Si l'activité générale des marchés des capitaux ralentissait considérablement, Canaccord pourrait subir des pertes.

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les neuf trimestres les plus récents qui se sont terminés le 30 septembre 2009. Ces informations ne sont pas vérifiées, mais elles reflètent tous les ajustements récurrents qui, de l'avis de la direction, sont nécessaires à une juste présentation de l'état des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons d'un trimestre à l'autre des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2010		Exercice 2009				Exercice 2008		
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
<b>Produits</b>									
Canaccord Adams	78 475 \$	85 497 \$	64 972 \$	49 250 \$	58 336 \$	104 793 \$	77 965 \$	109 583 \$	89 071 \$
Gestion du patrimoine									
Canaccord	40 138	40 185	37 255	33 532	43 844	57 853	54 463	61 166	57 415
Non sectoriel et autres	5 131	11 781	4 769	4 406	8 649	10 062	11 018	12 605	12 383
<b>Total des produits</b>	<b>123 744 \$</b>	<b>137 463 \$</b>	<b>106 996 \$</b>	<b>87 188 \$</b>	<b>110 829 \$</b>	<b>172 708 \$</b>	<b>143 446 \$</b>	<b>183 354 \$</b>	<b>158 869 \$</b>
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>6 746</b>	<b>9 112</b>	<b>3 666</b>	<b>(62 378)</b>	<b>(5 398)</b>	<b>16 459</b>	<b>(35 154)</b>	<b>15 048</b>	<b>12 411</b>
RPA – de base	0,14 \$	0,19 \$	0,07 \$	(1,27)\$	(0,11)\$	0,35 \$	(0,80)\$	0,34 \$	0,28 \$
RPA – dilué	0,12 \$	0,16 \$	0,07 \$	(1,27)\$	(0,11)\$	0,31 \$	(0,80)\$	0,31 \$	0,26 \$

**RISQUES**

Le secteur des valeurs mobilières et les activités de Canaccord sont, de par leur nature, assujettis à de nombreux risques inhérents. La situation économique, la concurrence et les facteurs du marché, comme la volatilité des marchés canadiens et internationaux, les taux d'intérêt, les prix des marchandises, les cours du marché, les volumes de négociation et la liquidité auront une incidence importante sur la rentabilité de Canaccord. Un placement dans des actions ordinaires de Canaccord comporte de nombreux risques, dont certains, y compris le risque de marché, le risque d'illiquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque lié à la réglementation et le risque juridique, pourraient être importants et sont inhérents aux activités de Canaccord. Canaccord est également directement exposée au risque de prix du marché, au risque d'illiquidité et au risque de volatilité en raison de ses activités de négociation de titres de participation comme contrepartiste, et au risque de taux d'intérêt du fait de ses activités de négociation de titres à revenu fixe comme contrepartiste. Les produits tirés de Gestion du patrimoine Canaccord sont liés aux volumes de négociation et, à ce titre, à l'importance de l'activité sur les marchés et au degré de confiance des investisseurs. Les produits de Canaccord Adams dépendent de l'activité de financement par les entités émettrices et de la volonté des clients institutionnels de négocier des opérations sur les marchés des capitaux et d'y participer activement. Il peut également exister un écart entre les fluctuations du marché, l'évolution de la conjoncture et le niveau d'activité de Canaccord sur le marché, et l'incidence que ces facteurs ont sur les résultats d'exploitation et la situation financière de Canaccord. Le cadre de la gestion du capital mis en place par la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui : respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société, fixés par leurs organismes de réglementation respectifs, permet de financer les activités actuelles et futures, permet d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance, et favorise la création de valeur pour les actionnaires. Certaines filiales de la Société sont assujetties à des organismes de réglementation lesquels sont énumérés à la note 16 des états financiers consolidés annuels vérifiés au 31 mars 2009. Pour plus d'informations concernant les risques, consulter notre notice annuelle.

**INFORMATION ADDITIONNELLE**

Un rapport détaillé sur nos activités, nos stratégies, nos objectifs et nos risques figure dans la notice annuelle et le rapport de gestion, y compris les états financiers consolidés annuels vérifiés, qui se trouvent dans le rapport annuel de 2009 de Canaccord, qui ont été envoyés aux actionnaires et qui sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse [www.canaccordfinancial.com](http://www.canaccordfinancial.com), et sur SEDAR, à l'adresse [sedar.com](http://sedar.com).

**BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES***(non vérifié)*

<i>Aux (en milliers de dollars)</i>	<i>30 septembre 2009</i>	<i>31 mars 2009</i>
<b>ACTIF</b>		
<b>Actif à court terme</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	709 455 \$	701 173 \$
Titres détenus [note 3]	517 070	133 691
Débiteurs [notes 5 et 11]	2 085 356	1 061 161
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	2 107	23 771
Impôts futurs	12 019	15 680
<b>Total de l'actif à court terme</b>	<b>3 326 007</b>	<b>1 935 476</b>
Placement	5 000	5 000
Placement dans des titres de papier commercial adossé à des actifs [note 6]	34 280	35 312
Matériel et améliorations locatives	41 718	46 311
	<u>3 407 005 \$</u>	<u>2 022 099 \$</u>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>Actif à court terme</b>		
Dettes bancaires	85 600 \$	75 600 \$
Titres vendus à découvert [note 3]	382 209	79 426
Créditeurs et charges à payer [notes 5 et 11]	2 535 971	1 469 369
Dettes subordonnées [note 8]	15 000	25 000
<b>Total du passif à court terme</b>	<b>3 018 780</b>	<b>1 649 395</b>
Engagements et éventualités [note 13]		
<b>Capitaux propres</b>		
Actions ordinaires [note 9]	193 291	183 619
Surplus d'apport	44 393	44 383
Bénéfices non répartis	176 726	160 868
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(26 185)	(16 166)
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>388 225</b>	<b>372 704</b>
	<u>3 407 005 \$</u>	<u>2 022 099 \$</u>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

# ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 septembre 2009	30 septembre 2008	30 septembre 2009	30 septembre 2008
<i>(en milliers de dollars, sauf les montants par action)</i>				
<b>PRODUITS</b>				
Commissions	56 628 \$	60 630 \$	112 084 \$	132 626 \$
Financement de sociétés	47 620	34 024	103 506	110 171
Négociation à titre de contrepartiste	11 589	87	23 059	5 998
Intérêts	3 121	11 734	6 597	24 063
Divers	4 786	4 354	15 961	10 679
	<b>123 744</b>	<b>110 829</b>	<b>261 207</b>	<b>283 537</b>
<b>CHARGES</b>				
Rémunération au rendement	63 966	50 977	132 429	133 704
Charges de personnel	13 983	14 195	27 785	29 638
Frais de négociation	7 002	6 717	14 326	13 038
Locaux et matériel	6 104	5 957	11 986	11 742
Communications et technologie	5 245	6 539	10 734	12 702
Intérêts	492	3 354	1 337	7 313
Frais d'administration	11 698	19 611	23 586	38 888
Amortissement	1 906	2 072	3 827	4 114
Frais de développement	5 487	6 383	11 341	13 845
	<b>115 883</b>	<b>115 805</b>	<b>237 351</b>	<b>264 984</b>
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	7 861	(4 976)	23 856	18 553
Impôts sur les bénéfices (à recouvrer) [note 7]				
Exigibles	(201)	1 409	4 360	(10 141)
Futurs	1 316	(987)	3 638	17 633
	<b>1 115</b>	<b>422</b>	<b>7 998</b>	<b>7 492</b>
<b>Bénéfice net (perte nette) de la période</b>	<b>6 746 \$</b>	<b>(5 398) \$</b>	<b>15 858 \$</b>	<b>11 061 \$</b>
Résultat de base par action [note 9 iv]]	0,14 \$	(0,11) \$	0,33 \$	0,23 \$
Résultat dilué par action [note 9 iv]]	0,12 \$	(0,11) \$	0,28 \$	0,21 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

# ÉTATS DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

(en milliers de dollars)	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 septembre 2009	30 septembre 2008	30 septembre 2009	30 septembre 2008
Bénéfice net (perte nette) de la période	6 746 \$	(5 398)\$	15 858 \$	11 061 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts et taxes				
Variation nette des pertes latentes à la conversion des comptes des établissements étrangers autonomes	(10 304)	(6 332)	(10 019)	(6 762)
<b>Résultat étendu de la période</b>	<b>(3 558)\$</b>	<b>(11 730)\$</b>	<b>5 839 \$</b>	<b>4 299 \$</b>

# ÉTATS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

Aux 30 septembre 2009 et 2008 et pour les périodes de six mois terminées à ces dates (en milliers de dollars)	30 septembre 2009	30 septembre 2008
Actions ordinaires au début de la période	183 619 \$	111 142 \$
Actions émises	3 296	68 829
Actions annulées	–	(442)
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme [note 9]	(5 237)	(13 839)
Libération d'actions ordinaires dont les droits sont acquis, achetées par le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés [note 9]	8 880	4 778
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	2 733	(403)
<b>Actions ordinaires à la fin de la période</b>	<b>193 291</b>	<b>170 065</b>
Surplus d'apport au début de la période	44 383	34 024
Excédent au rachat d'actions ordinaires	–	(340)
Rémunération à base d'actions [note 10]	(393)	6 261
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	403	1 178
<b>Surplus d'apport à la fin de la période</b>	<b>44 393</b>	<b>41 123</b>
Bénéfices non répartis au début de la période	160 868	222 597
Bénéfice net de la période	15 858	11 061
Dividendes	–	(13 457)
<b>Bénéfices non répartis à la fin de la période</b>	<b>176 726</b>	<b>220 201</b>
Cumul des autres éléments du résultat étendu au début de la période	(16 166)	(10 319)
Autres éléments du résultat étendu de la période	(10 019)	(6 762)
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu à la fin de la période</b>	<b>(26 185)</b>	<b>(17 081)</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>388 225 \$</b>	<b>414 308 \$</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

# ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

(en milliers de dollars)	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 septembre 2009	30 septembre 2008	30 septembre 2009	30 septembre 2008
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>				
Bénéfice net (perte nette) de la période	6 746 \$	(5 398)\$	15 858 \$	11 061 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement	1 906	2 072	3 827	4 114
Charge de rémunération à base d'actions	5 807	4 272	11 075	10 580
(Recouvrement) charge d'impôts futurs	1 316	(987)	3 638	17 633
Variations des éléments hors caisse du fonds de roulement				
(Augmentation) diminution des titres détenus	(349 400)	60 440	(384 189)	36 225
(Augmentation) diminution des débiteurs	(830 505)	283 839	(925 543)	181 393
Diminution (augmentation) des impôts sur les bénéfices à recevoir	15 623	479	19 354	(8 319)
Augmentation (diminution) des titres vendus à découvert	326 489	(17 027)	303 167	1 424
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	818 244	(337 801)	960 473	(193 981)
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>	<b>(3 774)</b>	<b>(10 111)</b>	<b>7 660</b>	<b>60 130</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>				
Remboursement d'une dette subordonnée	–	–	(10 000)	–
Émission d'actions au comptant, déduction faite des frais d'émission	–	–	–	66 462
Achat et annulation d'actions	–	(391)	–	(782)
Diminution des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	1 790	208	3 136	775
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme	(776)	(13 049)	(5 237)	(13 839)
Dividendes versés en espèces	–	(13 457)	–	(13 457)
<b>Flux de trésorerie de financement</b>	<b>1 014</b>	<b>(26 689)</b>	<b>(12 101)</b>	<b>39 159</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>				
Achat de matériel et améliorations locatives	(113)	(2 087)	(565)	(2 757)
Produit du remboursement d'un placement dans des titres de PCAA, montant net	867	–	1 761	–
<b>Flux de trésorerie d'investissement</b>	<b>754</b>	<b>(2 087)</b>	<b>1 196</b>	<b>(2 757)</b>
<b>Incidence du change sur les soldes de trésorerie</b>	<b>(2 619)</b>	<b>(1 662)</b>	<b>1 527</b>	<b>(2 675)</b>
<b>(Diminution) augmentation de la situation de trésorerie</b>	<b>(4 625)</b>	<b>(40 549)</b>	<b>(1 718)</b>	<b>93 857</b>
Situation de trésorerie au début de la période	628 480	555 017	625 573	420 611
<b>Situation de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>623 855 \$</b>	<b>514 468 \$</b>	<b>623 855 \$</b>	<b>514 468 \$</b>
La situation de trésorerie comprend les éléments suivants :				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	709 455 \$	521 322 \$	709 455 \$	521 322 \$
Emprunts remboursables à vue	(85 600)	(6 854)	(85 600)	(6 854)
	<b>623 855 \$</b>	<b>514 468 \$</b>	<b>623 855 \$</b>	<b>514 468 \$</b>
<b>Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie</b>				
Intérêts payés	436 \$	3 344 \$	1 227 \$	7 267 \$
Impôts sur les bénéfices payés	1 179	2 283	2 003	2 836

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

Pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2009 (en milliers de dollars, sauf les montants par action)

Par l'entremise de ses principales filiales, Canaccord Capital Inc. (la Société), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et aux États-Unis. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les marchés des capitaux et les services de gestion du patrimoine. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à sa clientèle composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Les activités de la Société sont cycliques, et les produits et le bénéfice connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les activités de la Société sont touchées par la situation générale sur les marchés des actions et des obligations nord-américains et européens, y compris les variations saisonnières.

## I. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

### Mode de présentation et périmètre de consolidation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés par la Société selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada se rapportant aux états financiers intermédiaires. Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés sont fondés sur les mêmes conventions comptables et méthodes d'application que celles énoncées à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés de la Société au 31 mars 2009 et pour l'exercice terminé à cette date déposés dans SEDAR le 26 mai 2009 (les états financiers consolidés annuels vérifiés), à l'exception des modifications de conventions comptables qui figurent à la note 2. Par conséquent, ils ne comprennent pas tous les renseignements et toutes les notes exigés aux fins de la conformité aux PCGR du Canada pour les états financiers annuels. Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes y afférentes doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés.

La préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et des notes y afférentes exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants constatés. De l'avis de la direction, les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés reflètent tous les rajustements nécessaires pour présenter de manière fidèle les résultats des périodes visées. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations, et les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires présentées ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats auxquels on pourrait s'attendre pour l'exercice entier.

### Prises de position comptables récentes

#### *Regroupements d'entreprises et états financiers consolidés*

En janvier 2009, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié une nouvelle norme comptable, soit le chapitre 1582 du *Manuel de l'ICCA*, «Regroupements d'entreprises», en remplacement de l'ancien chapitre 1581, «Regroupements d'entreprises». Cette norme vise à harmoniser les lignes directrices canadiennes avec la Norme internationale d'information financière (IFRS) 3, *Regroupements d'entreprises*. Cette norme exige que les évaluations à la juste valeur soient davantage utilisées, que les coûts de transaction soient passés en charges et que d'autres informations soient présentées dans les états financiers. Elle établit également des lignes directrices sur la constatation et l'évaluation des écarts d'acquisition acquis dans le cadre du regroupement d'entreprises. La Société doit appliquer cette norme de manière prospective pour les regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition est le 1<sup>er</sup> avril 2011 ou après cette date.

De plus, l'ICCA a publié le chapitre 1601 du *Manuel de l'ICCA*, «États financiers consolidés», et le chapitre 1602, «Participations ne donnant pas le contrôle», qui remplacent le chapitre 1600, «États financiers consolidés». Le chapitre 1601 du *Manuel de l'ICCA* reprend les lignes directrices du chapitre 1600, sauf en ce qui concerne les normes relatives à la comptabilisation des participations ne donnant pas le contrôle, qui font l'objet d'un chapitre distinct, soit le chapitre 1602. Le chapitre 1602 vise essentiellement à harmoniser les normes canadiennes avec la norme International Accounting Standard 27 révisée, *États financiers consolidés et individuels*. Cette norme canadienne établit les lignes directrices relatives à la comptabilisation d'une participation ne donnant pas le contrôle dans une filiale dans les états financiers consolidés par suite d'un regroupement d'entreprises. La Société devra se conformer à ces deux normes à compter du 1<sup>er</sup> avril 2011.

L'adoption anticipée de ces normes avant le 1<sup>er</sup> avril 2011 est permise, mais les trois normes doivent être adoptées en même temps. L'adoption de ces normes ne devrait pas avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

#### *Normes internationales d'information financière*

Le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a confirmé que l'utilisation des IFRS serait exigée à compter de 2011 pour les entreprises à but lucratif ayant une obligation publique de rendre des comptes. Les IFRS remplaceront les PCGR du Canada auxquels se conforme actuellement la Société. L'adoption de ces normes vise à améliorer la comparaison de l'information financière entre les pays et la transparence. La Société sera tenue de commencer à présenter ses informations financières selon les IFRS pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012 et devra fournir les informations selon les IFRS pour les périodes correspondantes présentées.

La Société est actuellement en train d'évaluer l'incidence potentielle des IFRS sur ses états financiers consolidés. Il s'agit d'un processus permanent car le Conseil des normes comptables internationales (CNCI) et le CNC continuent d'émettre de nouvelles normes et recommandations. Le rendement financier et la situation financière consolidés de la Société présentés dans les états financiers actuels selon les PCGR du Canada peuvent différer de manière importante lorsqu'ils sont présentés conformément aux IFRS. Certaines différences importantes relevées entre les IFRS et les PCGR du Canada peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.



**2. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES****Écarts d'acquisition et actifs incorporels**

L'ICCA a publié une nouvelle norme comptable, soit le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, «Écarts d'acquisition et actifs incorporels», qui précise les critères pour la comptabilisation des dépenses à titre d'actifs incorporels et donne des directives supplémentaires sur la comptabilisation et l'évaluation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels générés à l'interne. La Société a adopté le chapitre 3064 en date du 1<sup>er</sup> avril 2009. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés.

**Instruments financiers – informations à fournir**

Le CNC a modifié le chapitre 3862, «Instruments financiers – informations à fournir», du *Manuel de l'ICCA* afin de durcir les exigences d'information concernant les évaluations de la juste valeur des instruments financiers. La Société a adopté ces nouvelles modifications au cours de l'exercice 2010 et cette information est présentée à la note 4.

**3. TITRES DÉTENUS ET TITRES VENDUS À DÉCOUVERT**

	30 septembre 2009		31 mars 2009	
	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	368 250 \$	336 183 \$	86 069 \$	72 315 \$
Actions et débiteurs convertibles	148 820	46 026	47 622	7 111
	<u>517 070 \$</u>	<u>382 209 \$</u>	<u>133 691 \$</u>	<u>79 426 \$</u>

Au 30 septembre 2009, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2009 à 2055 (de 2009 à 2049 au 31 mars 2009) et portaient intérêt à des taux allant de 0,75 % à 12,00 % (de 3,00 % à 10,75 % au 31 mars 2009).

**4. INSTRUMENTS FINANCIERS**

Au cours des périodes, les risques associés aux instruments financiers de la Société n'ont pas fait l'objet de modifications importantes par rapport à ceux décrits à la note 4 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés. Des informations additionnelles au sujet des évaluations à la juste valeur des instruments financiers, tel qu'il est exigé par les nouvelles modifications apportées au chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, sont présentées ci-dessous.

Une hiérarchie des justes valeurs qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations à la juste valeur de divers instruments financiers est présentée ci-dessous. La hiérarchie se compose des niveaux suivants : le niveau 1 fait appel à des données fondées sur les cours, le niveau 2, à des données observables autres que les cours, et le niveau 3, à des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

	Valeur comptable		Juste valeur estimative		
	30 septembre 2009	31 mars 2009	30 septembre 2009		
			Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
<b>Titres détenus à des fins de transaction <sup>1</sup></b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	709 455 \$	701 173 \$	709 455 \$	— \$	— \$
Titres détenus, déduction faite des titres vendus à découvert	134 861	54 265	131 127	3 734	—
Placement dans des titres de PCAA [note 6]	34 280	35 312	—	—	34 280
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>					
Placement <sup>2</sup>	5 000	5 000	s.o.	s.o.	s.o.
<b>Autres passifs financiers</b>					
Dette subordonnée	15 000	25 000	15 000	—	—

1) La juste valeur de la dette bancaire, des débiteurs et des crédateurs et charges à payer de la Société se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur nature à court terme.

2) Le placement est classé comme disponible à la vente et est comptabilisé au coût, puisque le cours du marché n'est pas disponible. Comme la juste valeur estimative du placement ne peut être établie de façon fiable, elle ne figure pas dans le tableau ci-dessus.

**5. DÉBITEURS ET CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER****Débiteurs**

	30 septembre 2009	31 mars 2009
Courtiers en valeurs mobilières	897 534 \$	331 930 \$
Clients	678 598	288 877
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	448 435	397 011
Divers	60 789	43 343
	<u>2 085 356 \$</u>	<u>1 061 161 \$</u>

**Créditeurs et charges à payer**

	30 septembre 2009	31 mars 2009
Courtiers en valeurs mobilières	971 068 \$	419 437 \$
Clients	1 195 134	923 902
Divers	369 769	126 030
	<u>2 535 971 \$</u>	<u>1 469 369 \$</u>

Les crédateurs comprennent une somme de 448,4 millions \$ (397,0 millions \$ au 31 mars 2009) due à des clients pour des soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie.

Les achats de titres des clients se font au comptant ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Le montant des prêts à un client est limité par les règlements sur les marges de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) et d'autres organismes de réglementation, et est soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les sommes à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de l'opération de négociation. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les sommes dues aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 5,25 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,05 % au 30 septembre 2009, et respectivement de 5,50 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,20 % au 31 mars 2009).

## 6. PLACEMENT DANS DES TITRES DE PAPIER COMMERCIAL ADOSSÉS À DES ACTIFS

	30 septembre 2009	31 mars 2009
Placement dans des titres de papier commercial adossés à des actifs	34 280 \$	35 312 \$

En raison de problèmes de liquidités dans le marché du papier commercial adossé à des actifs (PCAA), un nombre très limité de billets de PCAA ont été négociés depuis la mi-août 2007. En janvier 2009, la Société a reçu des billets de PCAA restructurés après la publication par la Cour supérieure de l'Ontario de l'ordonnance finale visant un plan d'arrangement en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada) (LACC) (le plan). Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2009, aucun changement important n'avait été apporté au traitement comptable du placement dans des titres de PCAA. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 7 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés.

Dans sa version modifiée, le plan prévoyait une décharge déclaratoire qui est entrée en vigueur au moment de la mise en œuvre du plan et qui, au moment de la clôture du programme de secours de Canaccord, s'est traduite par l'abandon de toute réclamation existante ou à venir contre la Société à l'égard du PCAA.

Rien ne garantit que la validité ou l'efficacité de la décharge déclaratoire ne sera pas contestée dans le cadre de poursuites entamées contre la Société et des tiers. Si la décharge déclaratoire est considérée non valide ou inefficace, cela pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Étant donné qu'un nombre très limité de billets de PCAA restructurés ont été négociés depuis le 21 janvier 2009, il n'y a pas de valeur à la cote significative disponible. Une grande incertitude entoure l'estimation du montant et de l'échéance des flux de trésorerie associés au PCAA. La Société estime la juste valeur du PCAA qu'elle détient en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus selon une approche fondée sur des pondérations probabilistiques et selon les meilleures données disponibles à la date de présentation.

Les hypothèses utilisées dans le cadre du modèle d'évaluation comprennent :

	30 septembre 2009	31 mars 2009
Taux d'intérêt moyen pondéré	5,01 %	4,72 %
Taux d'actualisation moyen pondéré	6,06 %	6,83 %
Échéance des billets	7 à 18 ans	8 à 19 ans
Mauvaises créances	de 30 % à 100 %	de 25 % à 100 %

Le tableau qui suit présente un sommaire des opérations qui ont eu une incidence sur le PCAA au cours de la période de six mois terminée le 30 septembre 2009.

	<i>Montant</i>
Solde au 31 mars 2009	35 312 \$
Rachats nets	(2 108)
Achats en vertu du programme de secours à l'intention des clients	806
Ajustement à la juste valeur	270
<b>Solde au 30 septembre 2009</b>	<b>34 280 \$</b>

**7. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES**

La charge d'impôts sur les bénéfices de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux fédéral et provincial ou le taux de l'État combiné d'imposition du fait des éléments qui suivent :

	<i>Pour les périodes de trois mois terminées les</i>		<i>Pour les périodes de six mois terminées les</i>	
	<i>30 septembre 2009</i>	<i>30 septembre 2008</i>	<i>30 septembre 2009</i>	<i>30 septembre 2008</i>
Impôts sur les bénéfices au taux estimatif prévu par la loi	2 330 \$	(1 553)\$	7 204 \$	5 815 \$
Moins : recouvrement d'impôts provinciaux en vertu de l'International Finance Business Tax Refund Program	(33)	—	(181)	—
Moins : écart entre les taux d'imposition des juridictions étrangères	265	(265)	55	(912)
Éléments non déductibles influant sur le calcul du revenu imposable	342	699	674	1 041
Variation de la provision pour moins-value liée aux pertes d'exploitation aux États-Unis	(1 879)	1 781	(2 696)	1 766
Variation de l'actif d'impôts futurs – période de résorption des écarts temporaires	90	(240)	2 942	(218)
Charge d'impôts sur les bénéfices – exigibles et futurs	<u>1 115 \$</u>	<u>422 \$</u>	<u>7 998 \$</u>	<u>7 492 \$</u>

**8. DETTE SUBORDONNÉE**

	<i>30 septembre 2009</i>	<i>31 mars 2009</i>
Emprunt, intérêt payable mensuellement au taux préférentiel majoré de 4 % par année, remboursable à vue	15 000 \$	25 000 \$

L'emprunt est assujéti à un contrat de subordination et peut être remboursé uniquement avec l'autorisation préalable de l'Organisme canadien de réglementation de commerce des valeurs mobilières.

**9. CAPITAL SOCIAL**

	<i>30 septembre 2009</i>	<i>31 mars 2009</i>
Capital social		
Actions ordinaires	252 715 \$	249 418 \$
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(28 062)	(30 911)
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme [note 10]	(31 362)	(34 888)
	<u>193 291 \$</u>	<u>183 619 \$</u>

Le capital social de Canaccord Capital Inc. se compose de ce qui suit :

**i] Autorisé**

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale

Nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale

**ii] Émis et entièrement libéré**

*Actions ordinaires*

	<i>Nombre d'actions</i>	<i>Montant</i>
Solde au 30 septembre 2008	54 552 553	242 309 \$
Actions émises dans le cadre du régime de rémunération à base d'actions [note 10]	765 363	8 128
Actions annulées	(225 072)	(1 019)
Solde au 31 mars 2009	55 092 844	249 418
Actions émises dans le cadre du régime de rémunération à base d'actions [note 10]	266 645	3 297
<b>Solde au 30 septembre 2009</b>	<u>55 359 489</u>	<u>252 715 \$</u>

La Société a renouvelé son offre publique de rachat (OPR) dans le cours normal des affaires et a actuellement le droit d'acquérir, du 3 septembre 2009 au 2 septembre 2010, jusqu'à 2 767 974 de ses actions, qui représentent 5 % de ses actions en circulation au 28 août 2009. Aucune action n'a été achetée dans le cadre de l'OPR dans le cours normal des affaires entre le 3 septembre 2009 et le 30 septembre 2009. En date du 30 septembre 2009, le nombre d'actions pouvant être achetées en vertu de l'OPR dans le cours normal des affaires était toujours de 2 767 974 actions.

**iii] Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires**

La Société offre aux employés des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires. Le solde des droits non acquis des prêts-subventions est présenté en réduction du capital social. Les prêts-subventions sont amortis sur la période d'acquisition des droits pouvant atteindre jusqu'à cinq ans. La différence entre les valeurs non acquises et non amorties est incluse dans le surplus d'apport.

## iv] Résultat par action

	<i>Pour les périodes de trois mois terminées les</i>		<i>Pour les périodes de six mois terminées les</i>	
	<i>30 septembre 2009</i>	<i>30 septembre 2008</i>	<i>30 septembre 2009</i>	<i>30 septembre 2008</i>
<b>Résultat de base par action</b>				
Bénéfice net (perte nette) de la période	6 746 \$	(5 398)\$	15 858 \$	11 061 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	48 536 387	49 020 939	48 420 751	48 247 858
Résultat de base par action	0,14 \$	(0,11)\$	0,33 \$	0,23 \$
<b>Résultat dilué par action</b>				
Bénéfice net (perte nette) de la période	6 746 \$	(5 398)\$	15 858 \$	11 061 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	48 536 387	49 020 939	48 420 751	48 247 858
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis (nombre)	3 746 523	2 949 931	3 746 523	2 949 931
Effet dilutif des options sur actions (nombre) [note 10]	24 909	811	10 734	3 171
Effet dilutif de l'engagement à l'égard de l'émission d'actions dans le cadre du programme de maintien en poste (nombre) [note 10]	–	602 366	–	602 366
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés (nombre) [note 10]	3 020 875	2 556 807	3 061 594	2 078 364
Effet dilutif de l'engagement à l'égard de l'émission d'actions dans le cadre du RILT (nombre) [note 10]	261 418	7 716	205 189	74 612
Nombre moyen pondéré rajusté d'actions ordinaires	55 590 112	55 138 570	55 444 791	53 956 302
Résultat dilué par action	0,12 \$	(0,11)\$	0,28 \$	0,21 \$

## 10. RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

## Options sur actions

La Société a attribué des options sur actions ordinaires de la Société à des administrateurs indépendants et à des hauts dirigeants. Les droits rattachés aux options sur actions s'acquerraient sur une période de quatre à cinq ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution ou 30 jours après que le participant cesse d'être administrateur. Le prix d'exercice est fondé sur la juste valeur de marché des actions ordinaires à la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions était de 9,91 \$ au 30 septembre 2009.

Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2009, les administrateurs indépendants de la Société ont approuvé l'attribution d'options sur actions à certains hauts dirigeants de la Société et de ses filiales. Un total de 2 099 993 options dont les droits s'acquerraient sur cinq ans ont été attribuées à un prix d'exercice de 9,47 \$ l'action. Les options arrivent à échéance à la première des éventualités suivantes à survenir : 1) sept ans après la date d'attribution; 2) trois ans après le décès du porteur de l'option ou de tout autre événement mettant fin à son emploi; 3) après l'annulation, quelle qu'en soit la raison, des actions visées par l'option du porteur dont les droits ne sont pas encore acquis; ou 4) en cas de retraite anticipée, après qu'il ait été établi que le porteur de l'option a livré concurrence à la Société ou a violé des obligations de non-concurrence, de non-sollicitation ou de non-divulgaration.

Le tableau qui suit présente un sommaire des options sur actions de la Société attribuées aux administrateurs indépendants et aux hauts dirigeants au 30 septembre 2009 et des variations survenues au cours de l'exercice terminé à cette date.

	<i>Nombre d'actions</i>	<i>Prix d'exercice moyen pondéré</i>
Solde au 30 septembre 2008	275 000	15,54 \$
Attribuées	–	–
Échues	(50 000)	16,31
Solde au 31 mars 2009	225 000	15,37
Attribuées	2 224 993	9,34
<b>Solde au 30 septembre 2009</b>	<b>2 449 993</b>	<b>9,91 \$</b>

La juste valeur de chaque option sur action a été estimée à la date d'attribution au moyen du modèle de Black et Scholes selon les hypothèses suivantes :

	<i>Attribution – août 2009</i>	<i>Attribution – mai 2009</i>	<i>Attribution – août 2008</i>	<i>Attribution – juin 2008</i>
Rendement de l'action	2,00 %	2,30 %	5,10 %	5,10 %
Volatilité prévue	44,00 %	44,00 %	30,00 %	30,00 %
Taux d'intérêt sans risque	2,45 %	2,45 %	2,32 %	2,32 %
Durée de vie prévue	5 ans	5 ans	5 ans	5 ans

Le modèle d'évaluation des options exige le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur des options sur actions de la Société.

Pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2009, des charges de rémunération de 195 \$ et de 257 \$ ont été constatées (50 \$ et 101 \$ pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2008).

### Régime d'intéressement à long terme

En vertu du régime d'intéressement à long terme (RILT), les unités d'actions temporairement inaccessibles dont les droits sont acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, une fiducie pour les avantages sociaux des employés (la fiducie) a été constituée et : a) la Société y versera des fonds qu'un fiduciaire utilisera pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires de la Société qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement inaccessibles; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants à la suite de l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement inaccessibles. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'unité d'action temporairement inaccessible, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant.

Le coût des unités d'actions temporairement inaccessibles est amorti sur la période d'acquisition des droits de trois ans. Pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2009, des charges de rémunération respectives de 5,6 millions \$ et 10,8 millions \$ ont été constatées (4,0 millions \$ et 8,8 millions \$ pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2008).

	<i>Pour les périodes de trois mois terminées les</i>		<i>Pour les périodes de six mois terminées les</i>	
	<i>30 septembre 2009</i>	<i>30 septembre 2008</i>	<i>30 septembre 2009</i>	<i>30 septembre 2008</i>
Attributions en cours au début de la période	4 974 663	3 258 398	4 602 385	2 221 578
Attributions	995 136	857 105	1 903 460	2 061 975
Actions dont les droits sont acquis	(522 548)	(233 945)	(1 058 594)	(401 995)
Attributions en cours à la fin de la période	5 447 251	3 881 558	5 447 251	3 881 558

	<i>Pour les périodes de trois mois terminées les</i>		<i>Pour les périodes de six mois terminées les</i>	
	<i>30 septembre 2009</i>	<i>30 septembre 2008</i>	<i>30 septembre 2009</i>	<i>30 septembre 2008</i>
Actions ordinaires détenues par la fiducie au début de la période	3 252 159	1 576 127	3 075 300	1 621 895
Actions acquises	76 652	1 606 903	648 581	1 706 903
Actions libérées à l'acquisition des droits	(396 879)	(171 975)	(791 949)	(317 743)
Actions ordinaires détenues par la fiducie à la fin de la période	2 931 932	3 011 055	2 931 932	3 011 055

## II. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les opérations sur titres effectuées par la Société pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le revenu de commissions sur l'ensemble de ces opérations n'est pas important relativement aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Les débiteurs et les créditeurs et charges à payer comprennent les soldes suivants avec les parties liées décrites ci-dessus :

	<i>30 septembre 2009</i>	<i>31 mars 2009</i>
Débiteurs	42 241 \$	38 733 \$
Créditeurs et charges à payer	80 235	77 334

## 12. INFORMATION SECTORIELLE

Les deux secteurs d'exploitation de la Société sont les suivants :

Le secteur Canaccord Adams inclut les services de financement de sociétés, les activités de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni et Autre établissement étranger et aux États-Unis.

Le secteur Gestion du patrimoine Canaccord offre des services de courtage et des conseils en placement aux clients de détail et aux particuliers au Canada et aux États-Unis.

Le secteur Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits et les charges libellés en devises qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Adams ou à Gestion du patrimoine Canaccord.

Les secteurs d'activité de la Société sont gérés de façon distincte parce que chacun d'eux offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après les résultats d'exploitation.

La Société ne répartit pas le total des actifs ni le matériel et les améliorations locatives entre les secteurs. L'amortissement est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. Il n'y a pas de produits intersectoriels importants.

Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre

	2009				2008			
	Canaccord Adams	Gestion du patrimoine Canaccord	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Adams	Gestion du patrimoine Canaccord	Non sectoriel et autres	Total
Produits	78 475 \$	40 138 \$	5 131 \$	123 744 \$	58 336 \$	43 844 \$	8 649 \$	110 829 \$
Charges	61 305	31 982	15 203	108 490	58 542	34 122	14 686	107 350
Amortissement	926	618	362	1 906	926	411	735	2 072
Frais de développement	1 787	2 613	1 087	5 487	3 682	1 378	1 323	6 383
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	14 457 \$	4 925 \$	(11 521)\$	7 861 \$	(4 814)\$	7 933 \$	(8 095)\$	(4 976)\$

Pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre

	2009				2008			
	Canaccord Adams	Gestion du patrimoine Canaccord	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Adams	Gestion du patrimoine Canaccord	Non sectoriel et autres	Total
Produits	163 972 \$	80 323 \$	16 912 \$	261 207 \$	163 129 \$	101 697 \$	18 711 \$	283 537 \$
Charges	126 535	64 643	31 005	222 183	138 527	76 830	31 668	247 025
Amortissement	1 884	1 220	723	3 827	1 838	820	1 456	4 114
Frais de développement	4 731	4 518	2 092	11 341	7 805	2 944	3 096	13 845
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	30 822 \$	9 942 \$	(16 908)\$	23 856 \$	14 959 \$	21 103 \$	(17 509)\$	18 553 \$

Les activités de la Société sont réparties selon les quatre segments géographiques suivants (les produits sont attribués aux régions géographiques selon les résultats d'exploitation non sectoriels sous-jacents) :

	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 septembre 2009	30 septembre 2008	30 septembre 2009	30 septembre 2008
Canada				
Produits	79 190 \$	80 750 \$	167 124 \$	189 628 \$
Matériel et améliorations locatives	29 533	24 799	29 533	24 799
Écart d'acquisition et autres actifs incorporels	—	3 959	—	3 959
Royaume-Uni				
Produits	13 775 \$	13 096 \$	34 700 \$	46 815 \$
Matériel et améliorations locatives	5 843	7 411	5 843	7 411
États-Unis				
Produits	30 137 \$	18 309 \$	57 316 \$	43 950 \$
Matériel et améliorations locatives	6 342	7 044	6 342	7 044
Écart d'acquisition et autres actifs incorporels	—	27 856	—	27 856
Autre établissement étranger				
Produits	642 \$	(1 326)\$	2 067 \$	3 144 \$

### 13. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

Au cours de la période, les engagements et éventualités de la Société n'ont pas fait l'objet de modifications importantes, sauf pour ce qui est de l'éventualité présentée ci-après, par rapport à ceux présentés à la note 17 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés.

- a) Canaccord Capital Corporation a été l'un des preneurs fermes d'un appel public à l'épargne de billets garantis de premier rang à 13 % de Redcorp Ventures Ltd. aux termes d'un prospectus daté du 5 juillet 2007. Le placement était pour un total de 142,0 millions \$ et Canaccord a participé à hauteur de 12,5 % de ce montant (17,8 millions \$). Un certain nombre d'entités ont donné avis aux preneurs fermes (y compris Canaccord) alléguant que les énoncés dans le prospectus décrivant la sûreté relative aux obligations de Redcorp en vertu des billets étaient incorrects et constituaient, entre autres, des déclarations négligentes, auxquelles ces entités se sont raisonnablement fiées à leur détriment en décidant d'acheter les billets et, par conséquent, les preneurs fermes (y compris Canaccord) sont responsables de dédommager ces entités pour toutes les pertes ayant découlé de ces déclarations inexactes. Les moyens de défense opposables à ces prétentions, les éventuelles mises en cause et la détermination du montant des dommages-intérêts restent à établir. Canaccord entend contester vigoureusement ces allégations.

### 14. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

- a) Le 1<sup>er</sup> octobre 2009, Canaccord Adams Limited, filiale en propriété exclusive de la Société, a fait l'acquisition d'Intelli Partners Limited et de sa filiale en propriété exclusive, Intelli Corporate Finance Limited, société de courtage et de conseil aux entreprises située à Édimbourg, en Écosse, (Intelli) dont le fonds de roulement net est d'environ 5,3 millions \$, pour une contrepartie au comptant d'environ 7,0 millions \$. Intelli est tournée vers les sociétés de placement et les sociétés œuvrant dans le secteur de la gestion d'actifs.
- b) Le 4 novembre 2009, le conseil d'administration a déclaré un dividende sur les actions ordinaires de 0,05 \$ l'action payable le 10 décembre 2009 (date de clôture des registres : le 20 novembre 2009).

# RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

## SIÈGE SOCIAL :

**Adresse du bureau :**  
Canaccord Capital Inc.  
2200 – 609 Granville Street  
Vancouver, C.-B., Canada

## Adresse postale :

P.O. Box 10337  
Pacific Centre  
2200 – 609 Granville Street  
Vancouver, C.-B., V7Y 1H2, Canada

## INSCRIPTIONS EN BOURSE :

Bourse de Toronto : CCI  
AIM : CCI

## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX À L'INTENTION DES

### ACTIONNAIRES :

Relations avec les investisseurs  
2800 – 161 Bay Street  
Toronto, Ont., Canada  
Téléphone : 416 869 7293  
Télécopieur : 416 947 8343  
Courriel :  
investor\_relations@canaccord.com

## RELATIONS AVEC

### LES MÉDIAS :

Scott Davidson  
Directeur général,  
chef du service du marketing et  
des communications mondial  
Téléphone : 416 869 3875  
Courriel :  
scott\_davidson@canaccord.com

## INVESTISSEURS

### INSTITUTIONNELS, COURTIERS ET ANALYSTES EN VALEURS

### MOBILIÈRES :

### Pour des renseignements sur l'information financière, communiquer avec :

Joy Fenney  
Vice-présidente,  
Relations avec les investisseurs  
Canaccord Capital Inc.  
2800 – 161 Bay Street  
Toronto, Ont., Canada  
Téléphone : 416 869 3515  
Télécopieur : 416 869 7327  
Courriel :  
joy\_fenney@canaccord.com

Le rapport annuel 2009 de CCI est  
disponible sur notre site Web à l'adresse  
www.canaccord.com. Pour un exemplaire  
imprimé, veuillez communiquer avec le  
service des relations avec les investisseurs.

## DATES DE PUBLICATION DES RÉSULTATS ET DES DIVIDENDES <sup>1</sup> PRÉVUES POUR L'EXERCICE 2010

	<i>Dates de publication des résultats prévues</i>	<i>Date de clôture des registres</i>	<i>Date de versement</i>
T1/10	6 août 2009	Suspendu	Suspendu
T2/10	5 novembre 2009	20 novembre 2009	10 décembre 2009
T3/10	4 février 2010	26 février 2010	10 mars 2010
T4/10	19 mai 2010	4 juin 2010	15 juin 2010

1) Les dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration. Tous les versements de dividendes dépendent de la conjoncture économique générale et de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

## RESSOURCES À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES :

Pour de l'information sur les transferts  
d'actions, les changements d'adresse, les  
dividendes, les certificats d'actions perdus,  
les formulaires d'impôt et les transferts  
de succession, communiquer avec :

## SERVICES AUX INVESTISSEURS COMPUTERSHARE INC. :

100 University Avenue, 9th Floor  
Toronto, Ont., M5J 2Y1  
Téléphone : 1 800 564 6253  
(sans frais en Amérique du Nord)  
514 982 7555 (international)  
Télécopieur : 1 866 249 7775  
(sans frais en Amérique du Nord) ou  
416 263 9524 (international)  
Courriel : service@computershare.com  
Site Web : www.computershare.com  
Possibilité pour les actionnaires inscrits de  
s'inscrire au Centre des investisseurs pour  
avoir accès à un outil de gestion de compte  
libre-service.

## INFORMATION FINANCIÈRE :

Pour consulter de l'information  
financière courante et archivée de la  
Société, visiter le site Web à l'adresse  
www.canaccordfinancial.com/fr/ir.

## VÉRIFICATEUR :

Ernst & Young s.r.l.  
Comptables agréés  
Vancouver, C.-B.

## SITE WEB DE LA SOCIÉTÉ :

www.canaccordfinancial.com

